DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 34

Prix : 100 fr.

Juin-Juillet 1956

A nos Abonnés

Notre numéro 34 est un numéro double correspondant aux mois de juin et juillet. Il en sera de même de notre numéro 35 à paraître fin août avec la date août-septembre. Au début d'octobre reprendra la publication mensuelle de notre revue.

Nous rappelons à nos abonnés que chacun de nos numéros doubles est compté dans leur abonnement pour un seul numéro, l'abonnement annuel donnant droit au service de 12 numéros consécutifs.

A la suite du succès de notre numéro spécial sur « Le Poujadisme », nous avons décidé de publier régulièrement plusieurs numéros spéciaux par an. Le prix de ces numéros en librairie sera plus élevé que celui de nos numéros ordinaires. Toutefois, *chacun de nos numéros spéciaux sera servi sans supplément à nos abonnés,* comme il a été fait avec notre numéro récent.

Enfin, nous avons le plaisir d'annoncer à nos abonnés que nous avons demandé pour nos prochains numéros la collaboration d'Abel BONNARD, Albert PARAZ et Lucien REBATET, dont ils retrouveront certainement les noms avec plaisir.

SOMMAIRE



DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

BUREAU D'ALGER : M. Dorveaux chez M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaîté, Alger.

ORAN et Dépt d'Oran : M. François Le Gall, 3, rue Monseigneur, Oran.

Abonnements. — 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Les idées et les faits

Une nouvelle carte du monde

Insensiblement, comme les saisons passent, comme le jour descend, la carte du monde est en train de changer sous nos yeux. L'ombre du communisme glisse chaque jour davantage sur le Moyen-Orient et sur l'Afrique. Un système insidieux d'infiltration et de contagion a remplacé les incendies localisés de la guerre froide : contre cette tactique nouvelle, une fois de plus, l'Occident est-il sans défense et sans imagination ?

Deux événements contiennent le secret de cette évolution : le rejet de la C.E.D. par la Chambre française, en août 1953 et le XX[e] congrès du parti communiste russe. Ces deux événements paraissent éloignés : en réalité, ils se complètent et participent tous les deux à leur manière à la paralysie de l'Occident.

La mise en accusation de Staline est un événement d'une immense portée secrète et en même temps un trompe l'œil. Il résulte de tous les commentaires, y compris les plus autorisés, qu'en réalité, *personne* ne connaît la cause exacte de l'opération. La Russie reste pour nous un monde mytérieux. Quelles transformations inconnues subit cette planète énigmatique ? Quelles raisons puissantes, quelles rivalités, quels drames ont provoqué cette colossale auto-critique, cette mise en accusation par un régime autoritaire de celui qui avait forgé l'appareil même de l'autorité ? Comment imaginer Hitler vainqueur et rayonnant accusé par Bormann, Gœbbels et Gœring ? Pourquoi cette faute immense dans l'ordre de la propagande d'avoir donné raison aux adversaires qui répétaient depuis dix ans que Staline était un tyran sanguinaire ? Pourquoi cette faute plus grave encore d'avoir fait penser, — c'est l'objection capitale de Tagliatti — à des millions d'hommes qui sacrifient leur vie à la mystique communiste que le communisme peut être transformé du jour au lendemain en dictature personnelle, que leur sacrifice sera peut-être vain, qu'il aboutira peut-être à l'inverse de ce qu'ils auraient voulu ? Ce retournement suscite une infinité de réflexions.

Krouchtchev est-il un imbécile ou un impulsif qui ne réfléchit pas à la portée de ses actes ? Est-il un malin grossier qui s'assure un avantage immédiat et précaire au prix d'une révélation dont les conséquences sont incalculables ? Mais avant tout, la grande question, celle à laquelle nous n'avons pas de réponse, reste celle-ci : que se passe-t-il en Russie ? L'apparition de la jeunesse dorée, des zazous, du marché noir, la restauration d'une certaine forme de capitalisme larvé, les soulèvements à la périphérie du territoire, les contacts avec les étrangers, l'espèce de « dégel », de spontanéité toute nouvelle dans les contacts, la « décompression » du peuple russe qui a frappé tous les visiteurs, l'accueil significatif fait à Tito sont autant de symptômes concordants qu'il est difficile de lire, d'interpréter correctement, mais qui semblent bien être l'indice d'une sorte de révolution psychologique. Les peuples se fatiguent-ils de la dictature ? Ont-ils physiquement besoin, comme d'une relaxation, d'un mode de gouvernement plus détendu dans lequel certaines libertés vitales soient respectées. Pouvons-nous entrevoir le jour, même lointain, où la Russie laissera échapper cette arme terrible qu'est la supériorité d'un régime autoritaire sur les hésitations des démocraties ?

Assistons-nous au commencement de la décomposition de l'empire d'Alexandre ?

Cette dernière question suffit à montrer l'étendue du mirage qu'on fait miroiter à nos yeux, et par conséquent le danger que présente pour nous la nouvelle politique soviétique. En réalité, *ce qu'il y a de plus sûr pour l'instant, c'est que l'U.R.S.S. ne renonce à rien.* C'est la seule chose claire dans tout celà. Y a-t-il en U.R.S.S. la possibilité d'une opposition constitutionnelle au régime ? Il n'y en a pas. Y a-t-il un changement dans le principe de la dictature du parti communiste ? Il n'y en a pas. L'U.R.S.S. a-t-elle renoncé à se servir pour sa politique des partis communistes nationaux ? Elle n'y a pas renoncé. L'U.R.S.S. a-t-elle rendu leur liberté politique aux Etats satellites placés sous son protectorat ? Elle ne l'a pas rendue. L'U.R.S.S. accepte-t-elle une liquidation amiable des litiges issus de la guerre et en particulier la reconstitution de l'Allemagne ? Elle ne l'accepte pas. L'U.R.S.S. a-t-elle cessé de mener en fait une politique de guerre psychologique destinée à provoquer l'effondrement de l'Occident ? Elle ne l'a pas cessé.

Le soulèvement de Poznan donne une image saisissante

de ce double aspect des événements. Il caractérise, d'une manière encore beaucoup plus éclatante que nous ne pouvions le supposer, l'amplitude des transformations psychologiques qui se sont opérées depuis un an dans les pays communistes, et annonce la possibilité d'énormes effondrements. Mais en même temps la sauvagerie de la répression, aussi brutale que celle de la Commune, révèle la volonté des dirigeants soviétiques de maintenir par la force l'appareil de leur puissance et de ne rien céder de ce qu'ils ont conquis.

Ainsi, sur tous les points où l'U.R.S.S. pouvait donner une preuve de l'instauration d'une politique nouvelle, le bilan est négatif. Rien n'est changé aux facteurs de la politique de force. C'est seulement la résistance de l'Occident qui est atteinte et qui diminue, à cause des illusions que crée le *new look* soviétique.

Si nous nous posons la question : « qui est perdant dans la politique de détente, l'U.R.S.S. ou l'Occident ? », la réponse vient sans hésitation : « Pour l'instant c'est l'Occident ». Les nouvelles positions de l'U.R.S.S. peuvent, il est vrai, amener à *la longue*, un changement profond. Mais, pour l'instant, *rien n'est changé à l'essentiel :* donc l'Occident perd s'il se relâche de sa vigilance et s'il oublie les conditions fondamentales, les conditions *géographiques* de la paix.

⁂

Mais le drame actuel de l'Occident, c'est que ces conditions fondamentales, ces conditions *géographiques* de la paix qui sont la réunification de l'Allemagne et la reconstitution d'une Europe, la politique du Pacte Atlaniqtue en rend la réalisation non seulement improbable mais impossible.

Nous n'avons pas cessé de le répéter depuis trois ans dans cette revue : il y a une contradiction que personne n'a jamais voulu voir entre la politique de la communauté atlantique et la réalisation de l'Europe. Il faut choisir l'une ou l'autre. Ou nos pays sont des bases stratégiques avancées de la communauté atlantique et alors les Etats-Unis d'Europe sont condamnés à ne jamais exister, ou nous voulons réellement faire l'Europe. Mais alors cette Europe doit être une troisième force indépendante et elle ne doit pas accepter d'être un satellite de la stratégie américaine.

Ajoutons un point essentiel, capital, que nous n'avons

cessé de répéter également depuis trois ans et qui nous sépare radicalement des rêveries fumeuses de M. Christian Pineau et des élucubrations de M. Mendès-France : cette Europe indépendante n'est viable que si elle est fondée sur des Etats nationaux anticommunistes ayant fait disparaître chez eux la cinquième colonne soviétique, car autrement, toute politique qui nous détacherait de la tutelle des Etats-Unis, si elle est conduite par des progressistes et des crypto-communistes, fera de nos pays inévitablement, dans un temps donné, des pays satellites de Moscou.

Nous avons donc à mener de front la réalisation de l'Europe, malgré le découragement profond et le désintérêt de l'opinion devant les déceptions de la construction européenne, et surtout le redressement national de chacun de nos pays qui est en fait la condition essentielle de toute structure européenne viable. Disons-nous bien qu'aujourd'hui, il n'y a plus de nationalisme qui n'aboutisse nécessairement à l'Europe et qu'il n'y a pas non plus d'Europe véritable si elle ne s'appuie sur les nationalismes.

⁂

A ces préoccupations qui ne sont pas neuves s'ajoute un événement non pas imprévu, mais qui a pris des proportions imprévues, le réveil de l'Islam.

Vu à l'échelle mondiale, le réveil de l'Islam n'est rien d'autre que la naissance d'une troisième force politique et religieuse échappant au contrôle de Moscou et de Washington, ou cherchant du moins à y échapper. Le parallélisme d'intérêt et de position de cette troisième force peu perméable au communisme par tradition, par esprit religieux et en raison de sa structure économique, devrait en faire un allié naturel de l'Europe. Il se trouve en fait que l'Islam dispute à la France, en première ligne, mais en fait à l'Europe toute entière, la possession de l'Afrique, réservoir et contrefort vital pour l'Europe.

Cette situation passionnelle reproduit en partie la situation passionnelle absurde de la seconde guerre mondiale dans laquelle l'Europe fut écrasée par les Alliés au profit de l'ennemi commun russo-asiatique. La guerre sainte islamique est à la fois mortelle pour l'Europe et mortelle pour l'Islam lui-même et ne peut favoriser que l'avènement mondial du communisme, analyse fort bien faite par Chepilov,

L'Europe sans l'Afrique est, en effet, condamnée à plus

ou moins long terme. Car elle ne possède plus de base économique de son indépendance. Privée des conditions réelles de son indépendance, elle est condamnée à rester l'Europe actuelle, c'est-à-dire une zone partagée en deux par la ligne d'arrêt des hostilités et vouée à rester un semi-protectorat, mi-partie russe, mi-partie américain, impossible à réunifier parce qu'aucun des deux ne peut accepter de céder à l'autre un territoire qu'il contrôle. Mais l'Islam sans l'Europe n'est pas moins condamné avec certitude. Dans la lutte sévère qu'il aura à mener à la fois pour la conquête des territoires historiques de l'Islam et pour son équipement industriel, l'hypothèque soviétique pèsera de plus en plus lourdement et l'infiltration communiste deviendra inévitable. Puis la création d'un prolétariat, le développement d'une industrie qui aura des marchés à conquérir ou à protéger, créeront en peu d'années les conditions favorables à l'implantation d'un parti communiste. Entre l'Islam privé de l'Europe et le communisme, la lutte est inégale. L'Islam tire aujourd'hui les marrons du feu pour un dessert que le Kremlin dégustera dans vingt ans.

Or, dans la perspective de la politique des deux blocs, aucune solution n'existe. L'U.R.S.S. et les U.S.A. se disputeront l'Afrique et le Proche-Orient par les moyens classiques. Et le plus classique de tous est la surenchère. Quand on voit les choses de Paris, il paraît évident que le meilleur moyen pour les U.S.A. de garder le contrôle de l'Afrique est de nous aider à garder le contrôle de notre empire colonial. Quand on voit les choses de Washington, on s'aperçoit assez rapidement qu'en faisant cette politique, les U.S.A. risquent de perdre tout contrôle sur l'Egypte et le Proche-Orient en se rangeant dans le camp qui s'oppose à la réalisation du rêve islamique. Il n'est pas douteux qu'après une période de *wait and see* consacrée à juger de notre aptitude à rétablir notre contrôle en Afrique du Nord, *la logique de la politique des deux blocs doit amener les U.S.A. à se faire eux aussi les défenseurs de la politique d'expansion de l'Islam et les fournisseurs en armes et équipements de l'Egypte, pour ne pas abandonner aux Russes cette carte majeure du contrôle du Proche-Orient.*

⁂

La conclusion de ce tour d'horizon est simple et logique : *l'Afrique, héritage de l'Europe est, menacée parce que l'Europe n'existe pas.* Elle est un bien de mineur qui est en

train de tomber en déshérence. Tant que le mineur restera un mineur, les oncles auront des griffes et s'en serviront.

C'est ici que nous retrouvons le vote funeste du 23 août 1954, dont les deux dernières années de revers diplomatiques ne sont que les conséquences. Nous tournons le dos à l'Europe : alors, la France et l'Allemagne, enserrées dans le corset de l'O.T.A.N. n'ont plus aucune possibilité de négocier une reconstitution de l'Europe avec la Russie. Nous refusons la communauté européenne : alors, la France, seule à jouir de son empire, est également seule pour le défendre et pour l'équiper, deux tâches dont la première est déjà difficile, mais dont la seconde est notoirement au-dessus de nos forces. Nous n'avons pas voulu être une grande nation au moyen de l'union des Etats d'Europe : alors nous resterons une « petite nation », et pourquoi une « petite nation » serait-elle la plus grande et la dernière des puissances coloniales ?

Ajoutons enfin une chose essentielle. La France actuelle n'apporte rien aux hommes auxquels nous nous adressons. Un régime impuissant et décrié, l'égoïsme des grands intérêts économiques dominant l'Etat, le mensonge de la liberté, le mensonge de la justice, le mensonge des réformes, le règne d'une minorité de privilégiés haïs et méprisés, voilà le visage de la France actuelle pour ceux qui se déclarent ses ennemis, et nul ne peut dire en effet que ce n'est pas une image exacte du régime qui gouverne actuellement la France. Il était essentiel que l'Europe non seulement représentât une force, mais qu'elle portât également une idée. Une Europe d'esprit national et de vocation socialiste eût sans doute été la seule avec laquelle l'Islam pouvait établir un dialogue.



Ainsi tout se tient et s'enchaîne. La carte du monde qui se prépare devant nous est la carte de la division du monde en deux blocs avec sa terrible loi des zones faibles qui en est la conséquence logique et inévitable. Les zones faiblement tenues doivent *obligatoirement* passer sous le contrôle d'un des deux grands, car leur faiblesse même risque de faire d'elles la proie de l'adversaire.

Alors dans cette perspective, que M. Dulles refuse de céder aux chants de sirène de la détente ou que M. Pineau affirme qu'il n'y a plus de problèmes internationaux puisqu'il a été applaudi à Moscou, *celà revient finalement au*

même. Car, sur l'Allemagne, comme sur le Proche Orient, M. Pineau comme M. Dulles acceptent, l'un par impuissance et manque d'imagination, l'autre par naïveté et illusion une politique de consolidation. Cette politique consiste à s'arranger de ce qu'on a, à accepter la carte actuelle de la division du monde, ***ce qui est depuis dix ans l'opiniâtre volonté russe,*** et à faire disparaître les questions qui étaient un obstacle. La communauté européenne est un obstocle à la détente. Bon. Laissons tomber tout doucement l'idée européenne. Tout doucement, sans qu'on le voie, en remplaçant les solutions véritables par des ***ersatz,*** en renonçant bien discrètement, en s'éloignant à pas feutrés tout en laissant l'opinion somnoler sur des projets. Et sur l'Afrique, le Proche Orient, bien, nous allons voir. Succédons d'abord à la France en Indo-Chine. Bon. Voilà une bonne chose de faite. Et pour le reste, eh bien, les solutions viendront, on les trouvera à mesure. Et ***on finira par s'arranger.*** Avec défiance, dit M. Dulles. Avec confiance, dit M. Pineau. Mais on finira par s'arranger, voilà qui est sûr. Seulement là-dedans, c'est nous qui sommes ***arrangés.*** Par la force des choses, voilà tout.

Qu'est-ce qu'on peut faire ? Tant que dureront les régimes actuels ***rien.*** Par la force des choses, par la simple loi de conservation des deux blocs, la situation actuelle implique que nous devenions inéluctablement des provinces lointaines et toujours négociables du vaste empire atlantique. C'est le prix auquel nous achetons notre sécurité. C'est le prix duquel nous payons notre démocratie. Et tout s'effritera sous une forme ou sous une autre, car aucune victoire locale, aucun redressement précaire ne vaut contre la grande loi de conservation des deux blocs : bien que notre situation s'améliore en Algérie, bien que nos troupes se battent avec sang-froid et patience, les résultats obtenus par l'effort militaire risquent d'être à tout moment remis en question, tant que notre empire d'Afrique n'aura pour protecteur qu'une nation faible et un régime corrompu. C'est dans les contradictions et les impuissances de la polique de Paris que réside constamment un danger pour l'avenir. Ce que nous ne pouvons pas tenir fermement, les deux grands blocs essayeront de s'en emparer à notre place, tant qu'ils auront conscience de notre faiblesse.

Les changements ne peuvent venir, le salut ne peut venir que si d'abord nous nous débarrassons de nos régimes actuels et si nous les remplaçons par d'autres hom-

mes ou d'autres principes politiques. La naissance de régimes forts en Europe et la constitution d'une Europe unie et forte, réalisant véritablement un troisième facteur de la politique mondiale, est la clef de tout. A ce prix seulement peut se dégager une division naturelle du monde qui assure à nos nations un avenir et une sécurité. A ce prix seulement, nous avons le moyen et nous avons le droit d'avoir un empire. Mais cet empire ne doit pas être l'empire de la France, il ne peut plus y avoir désormais d'empire de la France, il doit être l'empire de l'Europe, car l'Europe seule peut le défendre, le peupler, l'exploiter dans le cadre de l'Europe troisième force. Les solutions, les méthodes, les possibilités sont innombrables. L'Islam même peut devenir un appui au lieu d'être un ennemi. Mais l'égoïsme national doit disparaître alors et nous ne devrons plus être une nation privilégiée qui défend une tutelle avantageuse, mais une notion qui offre et qui protège un bien nécessaire.

M. Pineau n'a peut-être pas tort de penser que notre politique actuelle passe par Washington, Moscou et Le Caire à la fois. Mais il devrait se souvenir qu'un diplomate ne trouve en voyage que ce qu'il apporte. Ces visites n'éveillent que dérision et méfiance quand elles sont faites par le représentant d'un régime impuissant. Quand Nasser reçoit Chepilov, il lui montre en même temps que ses barrages, cinquante chefs communistes égyptiens traduits devant le tribunal du peuple. *Et Chepilov ne dit rien.* Quand un ministre français apportera dans ses bagages la dissolution du parti communiste et l'inculpation de ses dirigeants, quand il parlera au nom d'une Europe résolue à s'unir et résolue à se défendre contre les agents de l'étranger, alors on l'écoutera sans doute un peu mieux dans ses voyages et il trouvera au Capitole un autre auditoire que des banquettes.

C'est pourquoi tout se joue d'abord chez nous. La tâche urgente, la tâche capitale, la tâche salutaire, c'est le renversement du régime qui porte depuis dix ans la responsabilité des fautes qui nous mettent aujourd'hui en danger et des positions faibles et contradictoires qui nous empêchent d'en sortir. Tout ce qui a été fait depuis 1945 doit être répudié et corrigé. Le changement radical des hommes, des principes et des méthodes est le seul moyen de sortir d'une politique qui se fait et ne peut se faire que contre nous.

MAURICE BARDÈCHE.

La France perdra-t-elle l'Afrique ?

J'ai écrit voici quelques mois, qu'il n'y avait plus de solution intréséquement française en Afrique du Nord. Il y en a de moins en moins.

C'est moins la faute de la France que celle de ses gouvernants. Ces derniers sont, peut-être, des hommes de bonne volonté, mais ne connaissant rien aux questions musulmanes, ils ne pouvaient que provoquer des catastrophes ; on ne peut pas s'être nourri toute sa vie de doctrines anticoloniales et avoir un jour, la prétention de sauver le domaine extérieur de la France, M. Marcel Naegelen étant l'exception qui confirme la règle.

« Plus les renforts arrivent, plus la pagaye grandit partout ! » m'écrit-on d'Algérie. Quand six douzaines de fermes oranaises brûlent en une nuit, quand des enfants sont enlevés à proximité des villes, quand un colonel, puis un commandant sont « kidnappés » en pleine ville, quand une section de Sénégalais est interceptée, que l'on retrouve plusieurs d'entre eux *pendus* et que, sur ordre du gouvernement français, les contre-mesures sont arrêtées, personne ne doit s'étonner de la liquidation de la France.

Herriot était professeur, Daladier était professeur, Bidault était professeur, Mollet était professeur d'anglais, Max Lejeune était professeur d'histoire. Tous fonctionnaires, donc des hommes qui ignorent l'âpreté de la lutte pour la vie et que leur profession d'universitaire incite à croire que la France n'est qu'un amphithâtre n'ayant à recevoir de leçons que d'eux seuls... La France meurt de ces doctrinaires aux retraites assurées quel que soit l'avenir du pays qu'ils avaient pour mission de convaincre de sa grandeur.

Je ne maudis pas leur profession, je vitupère simplement une formation responsable de leur incompétence et de leur manque de réalisme. Ils se trompent sans doute de bonne foi ; hélas leurs erreurs ne seront pas payées par eux seuls, mais par tout le pays. Par exemple « Paris-Match », en cirant les chaussures du ministre Max Lejeune, nous apprend

qu'il est l'inventeur de la tactique en « quadrille ». D'abord c'est faux puisqu'elle est déjà pratiquée en Aurès depuis plus d'un an, ensuite, si c'était vrai, alors je serais très inquiet. Un professeur d'histoire, socialiste et stratège, cela me rappelle que les caporaux Hitler et Mussolini furent aussi des stratèges ! Comme ça n'était pas leur métier, on sait où cette mégalomanie les conduisit. Dans le rôle de stratège, je préfère un brigand de grands chemins ou un braconnier. Eux connaissent les roueries des gendarmes et des gibiers, ils luttent au moins à armes égales. Evidemment, il existe aussi des militaires sachant leur métier, mais on ne sait guère ce qui se passe dans ce domaine puisqu'en moins d'un an, cinq généraux se sont succédés dans le Constantinois. Et, somme toute, le Général Duval en 1945, en intervenant vivement dans la révolte kabile coûta moins de sang, moins de morts, moins de ruines aux Français et aux rebelles, que les remises « spontanées » d'armes des fellagha de la politique Mendès-France-Mitterand ! En fin de compte pour le bilan, c'est là qu'il faudra revenir !

Cette sanglante aventure nous paraît donc menée avec une incompétence rare et une méconnaissance totale du musulman et de la métaphysique coranique.

Au moment où les troubles s'amplifient, M. Guy Mollet annonce un projet de retraite aux vieux travailleurs algériens, une réforme agraire et que sais-je encore ! Encore quelques massacres de Français et les musulmans auront droit aux transports gratuits ! Pourquoi pas ? Les Arabes ne sont pas chez eux, ce sont des envahisseurs de l'Afrique du Nord, au même titre que les Romains, les Espagnols et les Français.

Les socialistes qui montrèrent tant de haine pour les Allemands envahisseurs de la France vont livrer 750.000 Israélites à l'intolérance musulmane ! Déjà 80.000 juifs installés avant les Arabes ont évacué l'Afrique du Nord ; selon une information de Tanger, en date du 7 mai 1956, 450.000 Israélites nord-africains se préparent à plier bagages. Eux savent que ce ne sont pas les cadeaux qui amèneront l'ère démocratique dans ces pays qui n'aspirent qu'au retour à la théocratie, aux massacres raffinés anti-Berbères comme à Marrakech, au rétablissement de la chambre des tortures, comme au Maroc, où passent les incorrigibles musulmans, fidèles amis de la France. Ils savent que l'on n'achète pas l'amitié musulmane mais qu'on l'acquière par le respect.

Donc l'indépendance à des pays à vernis démocratique

pour accoucher d'un régime moyenageux, ce n'est évidemment pas un succès ! Encore une fois, nos gouvernants n'y connaissent rien, à part ce qui figure dans la doctrine de leaders qui ne quittèrent que rarement leur circonscription électorale. Par exemple (relisez les journaux on dirait un « comic »). M. Bourguiba pleurant d'émotion à « l'autonomie interne » ; puis pratiquant le chantage à nos difficultés algériennes pour obtenir « l'indépendance » ; enfin prenant la tête des revendications pour l'indépendance de l'Algérie ! M. Bourguiba a joué son jeu de Tunisien, et il a eu raison. Mais MM. July, Mendès-France, Edgar Faure et Mollet, ont plutôt bonne mine ! ! !

Il est vrai que M. Bourguiba, lui, n'est pas un professeur, il sort de Sciences-Pô, tout comme M. Mitterand, formation plus réaliste !

L'irresponsabilité ministérielle permet aux gouvernants de se tromper sans autres dommages que ceux causés à la collectivité française ; soit, mais je n'aime pas certaine façon de présenter la vérité.

Lorsqu'au début de mai 1956, la radio d'Etat et la presse plat-ventre ont annoncé les chambars estudiantins d'Alger (à la suite du décret portant à 50 % l'admission des musulmans dans la fonction publique), je pensai et je dis que les Algérois avaient tort. Je demandai quand même des explications en Algérie et j'appris que le décret exécutoire portait bien à 50 % le contingent musulman des fonctionnaires « titulaires » mais *DE DROIT ET SANS CONCOURS* ; par la même occasion les 2/3 des « auxiliaires » seront musulmans. Détails nettement racistes que l'on a oublié de communiquer aux Français. Allons, encore quelques centaines de fermes incendiées, quelques douzaines d'enfants européens kidnappés et retrouvés étranglés et tous les musulmans seront fonctionnaires d'office à leur naissance. Puisque plus les troubles s'aggravent, plus les libéralités pleuvent, avouons que les rebelles auraient mauvaise grâce à s'arrêter en si bon chemin. Si les professeurs agissaient ainsi lorsqu'ils sont chahutés, on comprend facilement leur bifurcation vers la politique; ça tire à moins de conséquence que les notes de l'inspecteur : « professeur incapable de se faire respecter, à déplacer ou à cantonner dans les classes élémentaires ».

La grande presse ne parle pas du rétablissement quasi désespéré que tente l'Espagne au Maroc au détriment de la France. (Les Socialistes de la S.F.I.O., traçant le chemin du Maroc au général Franco, comme nous sommes éloignés de 1936 !)

Nous reviendrons en détail, une autre fois, sur la grande partie africo-européenne qui se joue à cheval sur le Maroc et l'Espagne. Cette dernière est une des trois causes des malheurs de la France au Maroc ,il faut oser dire la vérité : en soutenant n'importe quel régime indigène semblant majoritaire au Maroc, Madrid a visé un but essentiel : garder les six ou sept divisions de Berbères riffains musulmans qui constituent les assises de choc du régime franquiste. C'est pourquoi Franco a cédé (à 3 h. 1/2 du matin) à peu près tout ce que demandait le Sultan lors de son voyage en Espagne. Mohamed V, qui s'éloigne de plus en plus de la France sauf de notre monnaie a reconnu même la pérénnité d'une certaine influence espagnole à Ceuta et Mellila. Quelles villes seront reconnues d'influence française ?

Quant à Si Allal el Fassi, qui a manœuvré assez habilement entre Rabat et Madrid sur le dos des Français, il apparaît comme le pilier arabe du nouveau régime marocain sur lequel nous ne miserions pas un sou malgré son aval occulte américain. Maladroitement le Sultan (tout en prenant comme Bourguiba un ministre israélite dans son gouvernement, à cause des banques et du commerce) a abrogé les dahirs de 1930 garantissant le droit berbère. Mesure raciste que les nationalistes arabes réclamaient depuis 22 ans. Il y a maintenant des oppresseurs-envahisseurs et des oppressés-autochtones au Maroc. Travail d'un ministère socialiste français ! L'amphithéâtre ou la doctrine partisane et la réalité arabe.

Nos gouvernants ignorent que la *moitié* du Maroc est berbère (au Sud et au Nord) et que les Berbères marocains sont les premiers guerriers de l'Afrique du Nord. Les Riffains (Berbères) ne déposèrent que partiellement les armes et les gardèrent. La « Soumission » de quelques-uns des leurs fut une cérémonie de parade. Le démembrement de l'autorité du pachalik de feu El Glaoui suivi du massacre d'une centaine de ses partisans a montré que la rivalité arabo-berbère n'était pas un mythe. Abd-el-Krim au Caire (Berbère), jura la mort du Sultan arabe ; il a des fils dont un est officier dans l'armée égyptienne. Le Maroc actuel c'est, en pis, la France de 1944-1945; la mitraillette et l'exécution sommaire règnent. Les clans cherchent à s'éliminer mutuellement et il semble que, sous l'action d'envoyés mystérieux qui ne sont pas tous musulmans, Berbères du Nord et Berbères du Sud opèrent un rapprochement pour éviter de tomber sous le joug arabe (1).

(1) Avant l'arrivée des Français, jamais un Sultan ne gouverna les pays berbères. Témoin le siège de Fès du 19 Avril 1911.

Abd-el-Krim, ou ses fils, attend son heure. Vraisemblablement une heure anglaise. Tôt ou tard le heurt arabo-berbère se produira. Les U.S.A. sont assez inquiets de cette éventualité; c'est pourquoi ils ont poussé Madrid à s'occuper de l'organisation de l'armée nationale marocaine. Ils conservent une dernière carte en cas d'aide trop efficace à Abd-el-Krim, l'écrasement du panarabisme par Israël. Le Sultan essaie de manœuvrer en entrant à la Ligue Arabe. Tout est sombre dans l'avenir marocain, surtout depuis que Si Allal el Fassi a parlé d'une éventuelle souveraineté du Sultan sur tout ou partie de l'Algérie « sans passé historique »; Nasser en a pris ombrage et Bourguiba rêve de l'annexion du Constantinois.

Les ministres français ont abreuvé l'opinion publique de paroles rassurantes. Les personnes et les biens français seront respectés. Ceux des étrangers le paraissent. Mais n'est-ce-pas le Résident de France au Maroc qui a conseillé à l'Etat (français) d'indemniser à 100 % les dégâts causés par les terroristes, et de racheter les propriétés des « personnes obligées de s'en séparer » ?

Bourguiba (l'homme au « la France n'aura pas à regretter son geste ») n'a-t-il pas conseillé aux Français de s'en aller en France « sous-peuplée » ? Dans ces pays indépendants, est-ce bien aux Français de couvrir les expropriations et les dégâts ?

Mensonges, incohérences, incompétences, gabegie en Afrique du Nord. Si l'on parle trop des colons — on confond sciemment deux douzaines de « féodaux » avec la cohorte des modestes — personne n'évoque les privilèges bancaires, miniers, transporteurs et commerciaux; la nationalisation de leurs biens devrait permettre d'indemniser ceux que l'insécurité oblige à partir puisque rien ne fut désintéressé dans les mobiles qui provoquèrent l'éviction de la France de ces terres jadis stériles. La France fut l'arbitre entre les minorités raciales qui cessèrent de s'entre-tuer en sa présence, qui recommencent dès son départ. On l'a oublié et l'on feint d'oublier que Krim-Bel-Kacem, le Berbère-Kabyle d'Algérie veut une Kabylie *indépendante des Arabes !* En découpant l'Algérie en une douzaine de départements (dernière trouvaille des politiciens français) on croit avoir trouvé la panacée algérienne ! Comme si la politique n'apportait pas inéluctablement ses ferments de désordre partout où elle se présente !

Avec ces solutions de plus en plus abracadabrantes, nous répétons qu'il n'y a plus de « solution française » en Afrique du Nord qui est devenue le pays des occasions manquées.

Il est trop tard pour réagir contre les véritables fauteurs de troubles, anglais et américains qui amènent l'Egypte et l'U.R.S.S. dans leur sillage. Le tobogan s'arrêtera-t-il à l'Afrique du Nord ?

Si Allal el Fassi réclame la Mauritanie, partie du Sahara. Depuis la découverte du pétrole à Edjelé (Sahara oriental), une dépêche de New-York nous a appris que l'O.N.U. serait sans doute saisie d'un projet de « rectification de frontières » au Sahara... Six concessions pétrolières américaines couvrent le Fezzan (jusqu'à la frontière libyo-française), ce qui permet de mieux comprendre les raisons qui nous évincèrent du Fezzan en pleine complicité avec les autorités françaises d'alors. Or, au Sahara, calme pour l'instant, on compte 67 musulmans pour 1 Français, 7 pour 1 dans le Constantinois, 7 pour 1 en Algérois et 4 pour 1 en Oranie). Soyons donc aux aguets au Sahara.

Bien que l'on ne fasse pas de bruit sur des événements africains en puissance, certains couvent et seront les surprises de demain.

Par exemple au Togo, auquel la France a donné son « autonomie » alors que la Grande-Bretagne pour le Togo anglais, parle tout simplement de le rattacher à la Gold Coast britannique. Le Togo veut son unité. Paris lâche déjà sous la pression de l'O.N.U., et est prêt à aller plus loin; mais Londres ne se laisse pas influencer.

La situation du Cameroun n'est pas très claire. Cette colonie confiée en mandat à la France semble « travaillée » par l'O.N.U., c'est-à-dire par les U.S.A. Il semble que nous nous acheminons vers une solution « qui ne serait pas arrachée par la force »...

Encore plus captivant, mais totalement inconnu du public, un bouleversement assez important se prépare en Afrique Orientale. L'ancienne Somalie italienne, appelée à devenir indépendante d'ici peu d'années, provoque (pas seule) un mouvement somali qui sévit en Somaliland britannique, en Ethiopie somalie et... en Somalie française bien entendu. On parle, ni plus ni moins, *d'un vaste Etat somali qui engloberait la Somalie française possédant le meilleur port de la côte : Djibouti.*

Personne n'ayant évoqué cette manœuvre dans la presse française, nous prenons le soin de tirer la sonnette d'alarme dès à présent afin que les gouvernements ne soient pas encore surpris par quelque massacre danakil, comme au temps du jeune administrateur Bernard. C'est d'autant plus sérieux que

l'Américan Sinclair Oil est à pied d'œuvre et a découvert du pétrole dans l'Haud. La Sinclair, concessionnaire des pétroles éthiopiens pour 50 ans, a d'autre part détecté des possibilités pétrolières en Ogaden, dans la région éthiopio-somalie. Dès lors la Somalie est devenue un pôle attractif de la diplomatie américaine qui, pour être à l'abri des rivalités de tribus, envisage une fédération somalie — avec Obock et Djibouti...

Qu'attend la France pour transformer la « pince » Djibouti-Cheik-Saïd en tenaille de contrôle de la Mer Rouge et ainsi imposer le respect ?

Plus prévoyants, les Anglais renforcent leur protectorat d'Aden, juste face à la Somalie...

On aurait tort de croire sans rapports directs l'Afrique du Nord et la Somalie. Si nous « tenons » à Alger nous pouvons espérer « tenir » à Djibouti, l'étape de Madagascar, la terre à uranium. Si nous lâchons à Alger, nous lâcherons partout, d'étapes en étapes.

PIERRE FONTAINE.

P.-S. — Nous ne défendons pas, ici, les « féodaux » suivant le terme consacré, mais nous ne sommes pas d'accord avec le projet Lacoste consistant à acheter les grandes propriétés algériennes pour les redistribuer (dépense envisagée : 80 milliards). D'abord, c'est rejeter automatiquement les grandes familles musulmanes et leurs influences dans la francophobie (M. Saïah Abd-el-Kader possède 18.000 hectares).. Ensuite, on semble ignorer la leçon des fellahs égyptiens crevant de faim sur leurs « feddans ».

En Algérie, le rendement indigène est d'environ 7 à 10 quintaux de blé à l'hectare alors que celui de l'Européen est d'environ 20 quintaux. D'autre part, nous avons assez d'expérience pour prévoir qu'en peu de temps, ces terres seront hypothéquées par les usuriers et changeront de main. Pourquoi ne pas commencer par répartir, à titre d'essai, les propriétés domaniales ou celles appartenant (?) à des administrations publiques ?

Dans cet ordre d'idée, pour montrer quelque réalisme, il convenait de créer des communautés agricoles en indivis (genre sovkozes soviétiques) pour éviter les résultat du « travail arabe ». Qu'on le veuille ou non, le musulman est un désorganisateur-né et un destructeur en puissance.

Au Maroc, en accord avec le Comité de Libération du Caire, Si Allal el Fassi devient officiellement le leader de la Libération Algérienne. Nous répétons encore que l'armée *royale*

marocaine, constituée avec l'aide française, deviendra une armée antifrançaise *parce que le rêve est né,* à Rabat, *d'une Algérie « sans passé historique » partagée entre le Maroc et la Tunisie.* Symbole : Allal el Fassi choisit Fès comme centre d'action. Fès étant l'ancienne capitale des Sultans avant Lyautey, et le sultanat marocain couvrait, jadis, la majeure partie de l'Oranie et une partie de l'Algérois.

Enfin, un fait amusant, pour nous. M. Habib Bourguiba doit toute sa fortune politique de ces dernières années à l'appui britannique qui l'imposa en interlocuteur à la France. Londres crut avoir un excellent agent en Tunisie. Mais l'influence de M. Ahmed ben Salah, secrétaire général de l'U.G.T.T. (affiliée à la C.I.S.L. (américanisée) de Bruxelles) ne faisant que grandir, M Bourguiba dut s'aligner sur l'U.G.T.T. dont la tendance vire, petit à petit, vers le titisme.

Après la désillusion anglaise, nous aurons la désillusion américaine malgré l'offre d'aide financière des U.S.A. à la Tunisie. Personne n'a voulu comprendre la « subtilité » musulmane usant tous les appuis qui se présentent et l'aident momentanément, pour aller vers le dernier surenchérisseur. Rappelons que l'U.G.T.T. s'est prononcée contre le Bey et la cour beylicale en même temps que contre les grands propriétaires tunisiens... qui furent tous les partisans n° 1 de l'éviction française.

P. F.

FOSTER DULLES ET LA DIPLOMATIE AMERICAINE

Le sénateur Jenner a publié dans le n° d'avril de l'*American Mercury* un article de critique pertinente de la politique étrangère des Etats-Unis telle qu'elle a été conduite par M. John Foster Dulles.

Pendant la campagne électorale de 1952, les Républicains avaient attaqué avec véhémence, et non sans raison, la politique de simple résistance (*containment*) au communisme, adoptée par les Démocrates sur les conseils de M. Kennan, ambassadeur à Moscou (1). Ils avaient promis de refouler (*roll back*) *le communisme.*

Or, bien loin d'avoir refoulé et d'avoir libéré les peuples opprimés, les Républicains ont contribué par leur maladresse et leur indécision à étendre gravement le mal.

Le sénateur Jenner rend le ministre des Affaires étrangères républicain coupable de cet échec et fait à M. Foster Dulles quatre griefs :

Il a participé d'une façon constante à la politique de guerre de M. Dean Acheson.

Au lieu d'engager les Républicains de la nuance Dewey à s'opposer à la politique étrangère des Démocrates, il les y a associés, les faisant ainsi contribuer à des décisions désastreuses dont les Etats-Unis paient aujourd'hui les frais.

M. Foster Dulles croit à la souveraineté supra-nationale et veut faire de son pays une simple province d'un Etat mondial.

Il sacrifie, comme M. Acheson, au culte d'une soi-disant élite qui sait ce qui convient au peuple américain et est décidée à le réaliser (même si le peuple manifeste des opinions opposées) en démolissant au besoin les obstacles prévus contre les révolutionnaires par la Constitution.

Il est exact que M. Foster Dulles a été délégué à la conférence de San Francisco, chargée de rédiger la charte de l'O.N.U. et qu'il a assisté à toutes les sessions ultérieures de cet organisme international.

A l'époque où se réunit la conférence de San Francisco (avril 1945), l'Europe était déjà perdue, mais les adversaires de Roosevelt pouvaient encore espérer sauver l'Asie : A Yalta, les décisions qui devaient causer la catastrophe avaient

(1) On peut à ce propos consulter avec fruit l'ouvrage de George F. KENNAN : American Diplomaty, 1900-50, and the Challenge of Soviet Power. (The University of Chicago Press).

déjà été prises, mais elles n'avaient pas encore été suivies d'effets et l'on aurait peut-être encore pu arrêter les Soviets dans leur élan si la folle politique anti-japonaise avait été abandonnée sans tarder. Mais un tel renversement de la vapeur supposait une forte opposition républicaine aux intrigues de l'*Institute of Pacific Relations,* d'Owen Lattimore et d'Alger Hiss qui entraînaient le Parti démocrate sur la voie du désastre.

Non seulement M. Foster Dulles ne contribua pas à la création de cette opposition, mais, en faisant le jeu des « internationalistes » du Parti républicain et de tous les ambitieux et arrivistes qui voulaient, avec Dewey, boire à la coupe de la politique « bi-partisane », il stérilisa l'opposition de la droite républicaine.

Dans *The Iron Curtain Over America*, John Beaty a écrit (p. 121) qu'en 1950, Dewey reconnaissant a favorisé la candidature de M. Foster Dulles au poste de conseiller du ministre des Affaires étrangères, poste qu'il devait conserver jusqu'au moment où il devint ministre.

Cette collusion n'est pas la plus grave de la carrière de M. Dulles. John Beaty et Chesly Manly (1) retiennent, comme le sénateur Jenner, qu'il a fait nommer président de la Fondation Carnégie pour la paix internationale le trop célèbre Alger Hiss, directeur des Affaires politiques du Département d'Etat. Or, Hiss était un agent communiste. Démasqué, il a été depuis, condamné à cinq ans de prison pour parjure.

Le caractère de M. Foster Dulles interdit de penser que ces compromissions aient un caractère malhonnête. C'est un protestant pieux dont le fils est jésuite. L'ardeur de ses convictions religieuses, la rigidité de ses principes moraux sont au-dessus de tout soupçon, mais il appartient à cette catégorie d'hommes d'Etat honnêtes et naïfs qui refusent toujours de croire aux mauvaises intentions de leurs amis libéraux et progressistes. Pour lui, il n'y a de méchants que parmi les nationalistes et les fascistes.

C'est cette disposition d'esprit qui l'avait amené, à la veille de la guerre, à présider le Conseil fédéral des Eglises, organisation asez progressiste des sectes protestantes américaines, qui avait fondé en 1940, une commission pour une paix juste et durable. En 1942, la Commission avait adopté le programme suivant qui parait être resté un article de foi pour M. Dulles :

(1) Chesly MANLY : The Twenty-Year Revolution, p. 145-147.

Création d'un gouvernement mondial.

Fortes limitations immédiates de la souveraineté nationale.

Contrôle international de toutes les armées de terre et de mer.

Liberté mondiale d'immigration.

Création d'une banque internationale sous contrôle démocratique.

Ce programme ne saurait être défendu au nom de la doctrine d'aucune église. Il peut être combattu sans arrière-pensée par tous ceux qu'inquiète le développement de l'influence maçonnique ou communiste dans la vie des Etats nationaux.

Malheureusement, M. Dulles ne s'en tint pas là. Le sénateur Jenner remarque qu'il favorisa l'adoption par l'O.N.U. de la déclaration internationale des Droits de l'Homme, déclaration à laquelle les grandes organisations juives attachent une importance primordiale mais qui heurtent des principes dont l'intangibilité est proclamée par la constitution américaine.

A cette occasion, il déclara que l'Assemblée générale de l'O.N.U. avait pour mandat « d'étendre et de codifier » la loi internationale dont le Conseil de sécurité n'aurait plus qu'à assurer l'exécution d'une façon « automatique ».

Mais, notent plusieurs écrivains américains, que la loi internationale dérive de traités particuliers ou de décisions de l'O.N.U., son objet reste le même : elle est destinée à se superposer à la constitution américaine ; elle risque de contredire des principes fondamentaux de la Déclaration des Droits de 1776 et de mettre en danger la vie même des Etats-Unis.

La ratification par le Sénat seul de traités susceptibles de violer la constitution américaine ou de réduire les droits reconnus aux citoyens en 1776, alors que le concours de la Chambre des Représentants est indispensable pour le vote des lois, a causé un grand mouvement d'opinion qui se traduit par la propagande contre l'O.N.U., d'une ampleur insoupçonnée en Europe. C'est une question sur laquelle nous reviendrons en analysant quelques uns des ouvrages parus à cette occasion.

Retenons seulement, aujourd'hui, pour mémoire, l'exemple choisi par M. Jenner, d'institution dangeureuse pour la vie des Etats-Unis : celle d'une force de police sous contrôle de l'O.N.U. et disposant de la puissance atomique pour assu-

rer le respect de ses décisions. C'est encore un point auquel les Juifs américains tiennent beaucoup et qui mériterait une étude spéciale.

Passant du domaine des principes à celui des faits qui ont marqué le ministère de M. Foster Dulles, le sénateur Jenner cite une étude de Joseph Harsch dans le *Christian Science Monitor*. Celle-ci tend à établir que M. Dulles s'est donné pour but de « dégager les forces des Etats-Unis du continent asiatique ».

S'il en était ainsi, nous aurions assisté à l'une des plus grandes duperies de l'histoire. A dire vrai, nous ne saurions croire que M. Foster Dulles se soit proposé un tel objectif. Il est certain qu'il a commis une faute en abandonnant les Iles Tachen, mais son attitude dans l'affaire de Formose nous paraît avoir été plus nette que celle du Président Eisenhower qui aurait peut-être bien fait à Tchou En Laï de graves concessions sur le dos de Tchang Kaï Chek s'il n'avait dû plier devant les fortes représentations de l'amiral Radford.

Par contre, l'attitude de M. Dulles en Indochine restera un des grands griefs que la France gardera contre les Etats-Unis.

Certes, la France a de multiples reproches à faire à la IVᵉ République. Peu soucieux de reconnaître publiquement des fautes sans lesquelles il n'y aurait probablement pas eu de guerre, ses chefs se sont installés dans une campagne qui leur paraissait douce puisqu'ils n'en connaissaient que l'aspect assez particulier du trafic des piastres et des subsides américains.

Il n'en reste pas moins que les fâcheuses déclarations de M. Foster Dulles sur l'indépendance à donner au Vietnam, à une époque où nous pouvions encore espérer conserver la plus grande partie de notre protectorat, puis l'action inamicale entreprise contre nous, en plein accord avec le Président Diem ont plus fait pour nous éliminer d'Indochine que le désastre de Dien Bien Phu.

La conférence de Genève, qui a si malencontreusement permis à Mendès-France de se lancer dans l'arène, n'entrait probablement pas, quoiqu'on en dise, dans les vues de M. Foster Dulles. Nous tenons à être justes, ne voyant aucun avantage à décourager les Américains de nous aider, alors que nous avons si grand besoin de leur force pour contenir l'expansion soviétique, sous quelque forme qu'elle se présente. Genève et la « cœxistence pacifique » sont le fruit des efforts des neutralistes de tous ordres, d'Attlee à Baruch

et Mendès-France. M. Foster Dulles ne peut pas ne pas croire que la conférence de Genève, même si elle s'est soldée par un échec immédiat, a brisé la politique de force à laquelle son nom restait malgré tout attaché, mais, ce que nous craignons, c'est que la nature de son esprit et sa formation intellectuelle ne le prédisposent à s'accomoder de cet échec, au moins dans une certaine mesure.

M. Foster Dulles est un doctrinaire : il est démocrate, internationaliste et anticolonialiste.

Son anticolonialisme l'a incité à persévérer dans l'erreur et à renouveler à l'usage de l'Afrique du Nord les regrettables déclarations qu'il avait faites à propos de l'Indochine. Il s'est félicité avec une hâte quelque peu indiscrète de la signature des accords franco-tunisiens qui dépouillent les Français de leur situation privilégiée, laissant clairement à entendre qu'il y avait là un modèle à suivre pour régler le problème marocain. Le 22 et le 31 août, il espérait qu'un « règlement rapide du problème marocain rendrait inutile son examen par l'O.N.U. ». Il donnait un appui tacite aux partisans de l'indépendance en ajoutant que l'attitude américaine dépendrait de l'évolution de la situation, rien ne permettant de prédire ce qu'elle serait dans quelques semaines.

Le « règlement rapide » a finalement été celui qu'avaient projeté les partisans français de la braderie de l'Empire et que les encouragements à mots plus ou moins couverts de M. Foster Dulles ne pouvaient que les inciter à imposer en dépit des avertissements des chefs militaires et de la petite minorité du Palais-Bourbon conscients du péril.

Mais, aujourd'hui où les communistes occupent le Nord-Vietnam, où le pouvoir a été abandonné en Tunisie et au Maroc à des nationalistes prêts à s'allier avec la Ligue arabe et à installer à Tunis et à Rabat des « centres intellectuels » dont la direction sera assurée du Caire, M.Dulles a-t-il tellement lieu de se féliciter d'avoir étendu l'influence égyptienne étayée par la puissance soviétique, jusqu'à Agadir ? La sécurité de l'Eurafrique n'était-elle pas mieux assurée par l'armée française et ses amis berbères que par des armées françaises, tunisiennes et marocaines, aujourd'hui alliées, demain peut-être divisées sinon ennemies ? Nous voyons bien ce que peuvent gagner au désordre quelques rois du pétrole, mais nous ne voyons que trop, hélas ! ce que peut y perdre la sécurité atlantique. En tous cas, ce que nous souhaitons de ne jamais voir en Afrique pour l'avenir de l'amitié franco-américaine, c'est le feu mis aux drapeaux et

emblèmes de régiments français dissous sur le conseil des instructeurs américains des nouvelles armées nationales, comme cela a été fait en Indochine.

Nous disons ces choses avec regret, car si nous ne partageons pas la foi démocratique des Américains, nous sommes trop conscients du péril soviétique pour porter la discussion sur des points où nous ferions le jeu des neutralistes et des agents de Moscou. Nous croyons, cependant, qu'entre alliés, il est quelques fois indispensable de formuler de légitimes griefs.

Certes, nous reconnaissons volontiers que les Américains ont, eux aussi, des reproches à nous faire : notre réarmement ne marche pas à la cadence désirable et le travail des partisans de la « cœxistence » le rend encore plus lent ; Il a en outre constamment gêné l'action diplomatique de M. Dulles. A cet égard, nous sommes soumis, par le jeu de la démocratie, aux effets dissolvants des mêmes forces de destruction que les Américains. Nous nous plaignons de l'action de Mendès-France et de Jules Moch. M. Foster Dulles, champion du réarmement et de la politique de force, a vu son œuvre sabotée à Washington par Bernard Baruch, Harold Stassen et autres apôtres du désarmement.

Nous comprenons les difficultés de la tâche du ministre américain. Connaissant les nôtres, nous serions tentés d'être moins sévère que ses critiques à New-York et à Washington. Nous lui rendons cette justice qu'en refusant à Israël des armes pour faire la guerre préventive et en suscitant une manœuvre turque, il a calmé les adversaires éventuels et rendu possible la mission de M. Hammarskjold. Il a joué là une grosse partie à la veille d'élections générales où les juifs feront sentir leur influence et le soin qu'il a mis à rassurer les *B'Nai B'rith*, à leur dîner du 8 mai, témoigne de l'ampleur des réactions dont il craint que le Parti républicain ne souffre.

Puisqu'il est capable d'une telle habileté, nous sommes incités à former un dernier vœu : si harcelé qu'il soit, par les désarmeurs de tous ordres, qu'il ne se laisse pas trop convaincre de transformer l'O.T.A.N. et d'en faire une agence de distribution de fonds aux pays sous-développés d'Asie et d'Afrique. Si nous en croyons *Newsweek* (7 mai 1956), les militaires américains craignent que ce projet encore vague n'ait pour effet de relâcher un effort de réarmement qui pèse beaucoup aux politiciens socialistes de l'Europe.

Georges OLLIVIER

Le racket du syndicalisme américain

Voilà un sujet inédit qui surprendra beaucoup de lecteurs habitués à une propagande américaine en France plus rose. Preuve que nous ne connaissons pas grand-chose des réalités étrangères.

Sur l'affirmation de M. Raymond Cartier,, dans « Paris-Match » il y a quelques mois, nous pouvions croire que le syndicalisme uni américain était la panacée universelle du prolétariat. Il aura fallu quelques indiscrétions sur l'attentat contre Victor Riesel pour permettre l'ouverture de brèches sur un horizon jusqu'alors inconnu ou méconnu.

Sans allégorie ni périphrase, il est désormais possible d'affirmer que le syndicalisme ouvrier américain est devenu un racket national d'une audace et d'une conception qui dépassent de loin le « génie » d'Al Capone, mais qui s'inspirent du même but : un Etat dans l'Etat plus puissant que le gouvernement lui-même. L'idéal est devenu un business exceptionnel.

M. Cartier nous avait décrit dans le détail comment les chefs syndicalistes américains avaient obtenu des avantages marqués, en particulier chez Ford, pour leurs troupes, dont l'assurance du travail annuel. Ce qui est parfait au point de vue social. Mais, m'écrit un correspondant américain, « cette victoire amplement exploitée publicitairement était nécessaire au gang du syndicalisme pour affirmer sa toute-puissance autant auprès des gouvernants qu'auprès des syndicats dissidents qui pouvaient, à l'appel de Victor Riesel, se détacher de l'union des syndicats américains devenus une force capitaliste considérable commençant à inquiéter pas mal de gens car cette force se manifesta surtout dans le domaine électoral. »

Cette force se traduit en clair, par l'achat de sociétés, de compagnies, d'affaires, de banques considérables qui appartiennent en propre aux syndicats, donc aux quelques douzaines de racketers qui tirent les ficelles des syndicats. Un film amé-

ricain (1) — dont le nom m'échappe — présenté à Paris, illustre cette façon de déclencher des grèves par la mise à mort d'un ouvrier qui prétend se détacher des consignes qui ne sont pas en harmonie avec les désidérata de ses compagnons. Il en meurt, car le syndicat à ses tueurs.

Ce film courageux c'est l'histoire qui précéda le « vitriolage » de Victor Riesel qui, dans les journaux et à la radio, ne cessait de stigmatiser ces abus (« *Ne succombez pas aux pressions des racketers !* » et dénonçait ces méthodes : « *aucun ouvrier ne peut trouver un emploi s'il ne verse pas une cotisation « volontaire » au gang occulte du syndicat* ». Ainsi, par les « cotisations syndicales » et les bénéfices réalisés dans les entreprises dont ils sont devenus les patrons, les businessmen du syndicalisme deviennent d'année en année des personnages plus considérables ; leurs affaires s'étendent et couvrent le pays ! Avec les revenus fournis annuellement par une trentaine de millions de syndiqués jusqu'ou n'iront-ils pas ?

Mon ami américain ajoute :

« Cette force des syndicats organisés sur le même modèle que les gangs célèbres eut un incident camouflé, pour l'opinion publique, en sorte d'altruisme. Ce fut la dispersion dans le public des actions Ford.

« Une opération des syndicats contre Ford n'intéressait que peu le public puisque la famille détenait presque tout le capital. La richesse de Ford était aussi sa faiblesse ; il était à la merci, malgré ses troupes de choc personnelles, d'un ordre du syndicat avec ses malabars et ses « équipes de paralysie ». Ford, seul détenteur des actions, était donc vulnérable .Les syndicats, de plus en plus maîtres des élections, ne craignaient plus une intervention du gouvernement ; ils agirent à leur guise et Ford dut céder. Les héritiers de Ford sentirent la quasi-invulnérabilité de ce bastion qui, de temps en temps, doit donner des satisfactions à ses troupes pour les bien conserver en main. Ils ne s'obstinèrent pas. En mettant en vente dans le public des dizaines de milliers de titres de faible valeur nominale, ils intéressent des dizaines de milliers d'Américains à la prospérité des usines Ford. Si quelque chose venait à très mal aller, des dizaines d'Américains, menacés d'être lésés dans leurs intérêts, péseraient sur l'opinion publique... C'est ainsi qu'il faut considérer la lutte racket-syndicat contre le capitalisme américain et donner son véritable sens à la mise en vente des actions Ford... ».

---

(1) Il s'agit du film « Sur les Quais » du metteur en scène israélite Elia Kazan. (N.D.L.R.).

Mon correspondant me prie de remarquer que le courageux petit Israélite Victor Riesel écrivit des milliers d'articles, prononça des centaines de diatribes radiophoniques contre les racketers du syndicalisme américain sans que l'Europe s'en fit le moindre écho. « Il suffirait de réunir en un livre les cent meilleurs articles de Riesel parus dans les deux cent journaux américains pour éclairer d'un nouveau jour la profonde évolution qui s'opère aux Etats-Unis... ».

Cette puissance syndicaliste-politique et économique présente un danger qui n'échappa pas aux gouvernants américains. Si les chefs se laissaient circonvenir par l'étranger, un mouvement de portée incalculable pourrait se produire à l'intérieur du pays. Toute action contre l'union des syndicats risquerait d'amener des troubles. Alors, le gouvernement américain préféra mettre dans son jeu le syndicalisme-dictature et en faire un instrument de sa politique... Le syndicalisme uni américain accepta cette sorte d'alliance occulte donnant à ses dirigeants une position légale privilégiée.

Le syndicalisme américain déborda de son cadre national en créant, à Bruxelles, la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.), à laquelle adhère curieusement Force Ouvrière, qui mena l'action que les lecteurs de « D. O. » connaissent en Tunisie, en Algérie et au Maroc. La C.I.S.L. devint l'organe militant — bien qu'anti-communiste — de l'anticolonialisme et surtout de l'éviction de la France d'Afrique du Nord. A la C.I.S.L. les moyens financiers sont énormes, mais les succès — autres qu'en pays musulmans — ne paraissent pas encore répondre aux sacrifices consentis. « En somme, conclut mon correspondant, les syndicats unis américains et leur succursale américaine de la C.I.S.L. opèrent, pour le compte du gouvernement des U.S., exactement de la même manière que l'U.R.S.S. avec ses « C.G.T. » à tendance communiste dans les autres pays. Il n'est pas exclu de penser que les Centrales syndicales d'obédience soviétique ont servi de leçons et de modèles au syndicalisme américain tentaculaire devenu une arme de gouvernement. Seule différence : d'un côté le business, de l'autre l'idéologie. »

Victor Riesel, rendu aveugle par l'attentat de ses adversaires, continue la lutte contre le racket syndicaliste... Dans notre ère d'information mensongère ou déformée par la propagande payante, il faut rendre hommage à Victor Riesel d'avoir osé démasquer une des plus grandes impostures sociales modernes.

Pierre NAVARRE.

Enfin un aveu officiel sur l'action du " syndicalisme " américain en Afrique du Nord

Les premiers de la presse française, et longtemps les seuls, nous avons dénoncé l'action occulte des services spéciaux américains et anglais dans l'origine des troubles nord-africains afin d'éliminer la France de ses protectorats et départements entre Tunis et Casablanca en passant par Alger. Certains — sauf les Français demeurant sur place — refusèrent de croire à l'étroite entente nationale nouée entre la diplomatie, les businessmen, les syndicalistes et les services secrets d'un même pays.

Le 8 mai 1956, le cabinet du ministre résidant à Alger, communiquait :

« *Le ministre résidant a pris la décision d'écarter du territoire algérien un nommé Gomis, président de la jeune Chambre économique d'Alger, depuis novembre* 1955.

M. Gomis était entré en relations avec les services spéciaux d'une puissance étrangère, et avec M. Irving Brown, syndicaliste bien connu.

Cet individu travaillait à l'élimination de l'influence française en Afrique du Nord, par la constitution d'une grande centrale syndicale nord-africaine.

D'autre part, le ministre résidant a fait savoir à la Confédération internationale des syndicats libres qu'il s'opposerait fermement à la venue en Algérie de M. Irving Brown qui, sous prétexte de syndicalisme, mène une action aventureuse avec des personnages douteux, dans le plus grand mépris des intérêts légitimes et des positions inconstestables de la France en Algérie et en Afrique du Nord. »

J'ai déjà entretenu nos lecteurs de M. Irving Brown, « cerveau » de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.), filiale directe en Europe de l'union syndicale des Travailleurs américains devenue un instrument de la diplomatie et des services spéciaux des Etats-Unis. En 1952, dans un livre « Alger-Tunis-Rabat » j'ai analysé l'action « syndicale » francophobe de la C.I.S.L. (siège central à Bruxelles). Il aura donc fallu attendre 1956, c'est-à-dire que l'irréparable soit accompli, pour qu'une décision officielle vienne confirmer ce que nous savions dès 1950. *Fugit irreparabile tempus*...

Ainsi se confirme l'action américaine sur l'U.G.T.T. (tunisienne), sur la centrale syndicale du Maroc (soutien de l'Istiqlal) et sur l'U.G.T.A. (algérienne) constituée au début de

l'année après la visite du délégué régional de la C.I.S.L., M. Crane, auprès de M. Ahmed Alfiri. *Toutes ces centrales syndicales exclusivement musulmanes ayant le but avoué d'apporter « le poids des syndicalistes indigènes » à la cause de l'indépendance nord-africaine.*

Remercions le ministre résidant, M. Lacoste, de cette éclatante confirmation ; sa « puissance étrangère » diplomatique ne fera illusion à personne puisque tout le monde connaissait la C.I.S.L. et M. Irving Brown.

Nous allons aggraver le cas de la C.I.S.L. et de M. Irving Brown en reparlant d'un homme dont nous avons signalé l'activité dès 1952, le colonel R.-E. Rodes, ancien chef de la section nord-africaine à l'Office de Sécurité des services stratégiques des U.S., ennemi n° 1 de la présence française au Maroc. M. Robert E. Rodes, businessman redoutable, très influent au Sénat américain, réussit déjà, en 1952, à traîner la France devant le tribunal international de La Haye parce qu'il était mécontent du régime économique privilégié que la France s'était réservé, chez elle, au Maroc. C'est encore sur ses recommandations qu'en 1955, le Sénat américain vota à l'unanimité un projet de loi *tendant à supprimer l'aide à la France aussi longtemps qu'elle garderait des privilèges économiques au Maroc.*

Utilisant le canal du journal arabe *Al Alam,* M. Robert E. Rodes a fait récemment d'importantes déclarations (passées sous silence en France) dont nous ne détacherons qu'une seule phrase :

«... *La Fédération des Travailleurs américains, ayant une influence énorme, s'oppose nettement à toute influence française au Maroc !...* »

Ainsi le cercle Irving Brown (C.I.S.L.), business, politique américaine est fermé. C.Q.F.D.

A chacun son commentaire sur l'idéal de démocratisation du Maroc des gouvernants français (1).

Et... à bientôt un « franc marocain » soutenu par la finance américaine, d'environ 20 à 25 % supérieur au franc français... afin de lui donner une capacité plus grande d'achat, par exemple, de produits américains. P. N.

(1) Dont nous reparlerons car M. Robert E. Rodes a des alliés parmi les industriels français milliardaires établis au Maroc dont l'un d'eux a, comme avocat-conseil, un ancien Président du Conseil français. C'est le « clan américain » qu'il ne faut pas confondre avec le « clan anglais » qui a pour animateur un autre ancien Président du Conseil français. Que voulait-on que devinssent, dans cette gigantesque bagarre entre féodaux, les 400.000 Français du Maroc partisans de la présence française et n'ayant à défendre que leur travail ?

Crépuscule d'un Empire

Dans une émission télévisée, un député, M. Christopher Mayhew, a posé récemment cette question : « Nous, Britanniques, sommes-nous en déclin ? ». Il compara alors la puissance mondiale de la Grande-Bretagne, il y a cinquante ans et aujourd'hui. Voici un demi-siècle, la Royal Navy régnait en maîtresse plus ou moins absolue sur les mers du globe ; elle protégeait un immense empire créé sous Victoria et chanté par Kipling. Les financiers de la City prêtaient annuellement à l'étranger plus de quatre cent cinquante millions de livres. Et l'« Union Jack » flottait invinciblement aux quatre coins du monde. Aujourd'hui, par contre, après deux guerres internationales dévastatrices et une foule de conflits locaux, la Grande-Bretagne, qui emporta chacune de ses victoires militaires à la manière de Pyrrhus, est devenue une nation débitrice. Les Etats-Unis, à sa place, font fonction de coffre-fort de ce monde dit « libre ». L'Amérique du Nord et l'U.R.S.S. possèdent des flottes, des armées et des aviations plus importantes, plus fortes, que celles de la Couronne qui, avec près de vingt mille hommes, ne parvient pas à bout de quelques centaines de terroristes cypriotes. L'U.R.S.S. a disposé une cinquième colonne sur le sol britannique, où elle pénètre lentement la classe ouvrière et ronge, comme un ver dans le fruit, l'appareil des Trade-Unions : à part la trahison des Fuchs, Nunn May, Pontecorvo, Burgess et Mac Lean, sans oublier plusieurs affaires identiques - bien que moins spectaculaires — dans l'armée et les services publiques, Transport House vient d'établir que ,sur les cinquante dernières grèves déclenchées par les syndicats, quarante d'entre elles au moins furent perpétrées, fomentées ou inspirées par le parti communiste qui, parce qu'il est squelettique sur le terrain électoral, n'effraie pas assez les responsables du pays. L'U.R.S.S. a sa cinquième collone et, pour sa part l'Amérique occupe dix-neuf bases dans îles les britanniques.

Bien sûr, s'il a exprimé le recul de son pays, M. Mayhew ne déclara pas tout cela aussi nettement. Les quelques douze à quinze millions de téléspectateurs britanniques forment, pour la B.B.C., une clientèle extrêmement diverse et en général passablement somnolente qu'il ne convient ni de brusquer, ni de choquer. Aussi M. Mayhew, mettant la charrue avant les bœufs, finit-il par conclure sur une note optimiste : « Mais, déclara-t-il, notre influence morale est plus grande aujourd'hui. Le Commonwealth constitue un groupement plus

étroit. Nous avons donné la liberté à l'Inde, et gagné son amitié ». M. Mayhew doit souffrir, comme beaucoup de ses collègues, de complexes démocratiques. Toute l'histoire montre que l'influence morale d'une nation s'exerce en fonction de sa puissance militaire ou économique. L'influence morale de la Grande-Bretagne accuse aujourd'hui, quoi qu'on dise, une sensible régression. Et quant à l'amitié de l'Inde, mieux vaut ne pas s'y fier : « Le Commonwealth, observait Vansittart tout dernièrement, est plus avantageux à Nehru que celui-ci ne l'est au Commonwealth ». A l'occasion de la visite de Boulganine et Khrouchtchev en Inde ,l'hiver passé, les zélés Hindous débaptisèrent promptement les dernières rues de New-Delhi, Bombay et Rangoon portant des noms rappelant l'Angleterre. Enfin, pour ce qui est du Commonwealth, dont le député proclame la solidité, les événements de ces mois passés, de Nicosie à Singapour d'Amman à Aden, de Ceylan à Bahrein, montrent au contraire qu'il craque de toutes parts. Le Commonwealth est à l'empire britannique ce que l'Union française est à l'empire français : mais pour les anciens peuples « coloniaux », gavés de rooseveltisme et de slogans marxistes, l'enveloppe peut changer de couleur, elle n'en renferme pas moins le contenu. Si cela n'était, pourquoi les Cinghalais, gens doux, cultivés et « avancés », auraient-ils voté, avril dernier, massivement à gauche, pour le retrait de leur île de ce Commonwealth et pour l'indépendance absolue vis-à-vis de Londres ?

A Londres, où la presse renseigne pauvrement son public, dérisoirement et unilatéralement, l'opinion populaire ne saisit pas encore très bien le brusque recul du pays. Cette presse porte de graves responsabilités : pourquoi, par exemple, escamota-t-elle à peu près complètement le récent discours, si significatif, de Sœkarno aux Etats-Unis ? Le président crypto-communiste de la république indonésienne, où l'on a jugé des blancs, Jungschlager et quelques autres, selon les méthodes judiciaires en usage derrière le rideau de fer, le président indonésien a été parler en Amérique parce qu'il sait que là-bas, ses propos haineux et démentiels rencontreront toujours un écho dans les cénacles « anticolonialistes » et rooseveltiens. C'est un sénateur démocrate, John F. Kennedy, qui déclarait en février dernier à Rhode Island, que les Etats-Unis doivent demander à la Grande-Bretagne et à la France de « liquider » leurs colonies après une certaine période ». Et il ajoutait : « Il est d'importance vitale pour les Etats-Unis que nos alliés soient informés qu'après une cer-

taine période nous soutiendrons tous les peuplles qui désirent l'indépendance ». Si les démocrates, dont Kennedy fait partie, reviennent au pouvoir lors des prochaines élections générales américaines, on pourra à coup sûr s'attendre, du côté britannique comme du côté français ,à de nouvelles défaites, à des désastres encore 'plus gigantesques ! Mais on n'a trouve bien entendu, aucune mention des déclarations de Kennedy dans la presse londonienne, où Truman et Stevenson sont toujours considérés comme des héros de notre temps. Il reste que quelques Britanniques de bonne souche prennent conscience, non pas morbidement mais pour sonner l'alarme et réveiller les masses abruties par quinze ans de mensonges, de l'effrayant déclin de leur pays, du crépuscule qui tombe comme un rideau de mort sur un empire grandiose et fier. Quelques députés conservateurs, à la Chambre, ceux qu'on nomme « les rebelles de Suez », mènent la vie dure à un Eden aussi incapable de rétablir l'ordre à Chypre que d'avoir jamais compris le danger bolcheviste. Sorti de sa retraite irlandaise, sir Oswald Mosley tient meeting sur meeting dans différents quartiers londoniens, en dépit des multiples obstacles qu'il rencontre. Et dans une presse conformiste, asservie jusqu'à l'os, perdue dans la nuit du néant démocratique, une lumière s'éclaire parfois. Malcolm Muggeridge, l'un des seuls qui aient protesté véhémentement, jusqu'au bout et par tous les moyens contre la visite des tyrans soviétiques à Londres, vient de publier dans le « News Chronicle », les lignes suivantes: « Comme Don Quichotte, nous vivons de vieux rêves, et comme lui nous rencontrons de nouveaux hasards, de nouveaux désastres. Nous discutons de l'avenir de l'Europe et nous ne savons pas nous tirer d'affaires à Chypre. Nous insistons pour tenir nos bases d'outre-mer et nous n'aurons bientôt plus que nos rives à défendre ! »

Autant la Grande-Bretagne dépend économiquement de ses exportations, autant sa puissance, son rayonnement, son destin et son avenir dépendent-ils de l'empire et du Commonwealth. On dit : « La France sans l'Algérie ne serait plus la France ». Mais la Grande-Bretagne sans ses possessions, sans ses points d'appui, coulerait à pic. Dans l'un comme l'autre cas d'ailleurs, c'est l'Europe qui est en jeu. Jadis, lorsque les marchands de Sa Majesté sillonnaient les routes du monde, on proclamait à Londres : « British and Best ! ». Le slogan a disparu depuis que la concurrence américano-germano-japonaise a fait reculer les industriels de Birmingham et Manchester. Mais, de même, on ne chante plus « Land of Hope

and Glory » ou « Rule Britannia », car, de Suez à Bombay, la route des Indes tombe en ruines. D'ailleurs l'ancien empire des Indes a sombré dans les remous du second conflit mondial.

Comme toute l'Europe, depuis 1945, la Grande-Bretagne est sur la défensive. L'Allemagne a bien perdu la Prusse orientale, la Poméranie, le Brandebourg, Kœnigsberg, la Sarre ; l'Italie l'Ethiopie, la Libye et son influence méditerranéenne ; la France la Syrie, le Liban, puis l'Indochine et Pondichéry, le Maroc et la Tunisie. Mais la Grande-Bretagne, dont Churchill disait à l'époque — l'époque où Roosevelt lui imposait de renoncer à ses colonies — qu'il n'avait pas été nommé premier ministre « pour présider à la dissolution de l'empire britannique », la Grande-Bretagne a dû bazarder les Indes, Ceylan, elle s'est vue forcée d'accorder un statut plus large à la Malaisie et à diverses colonies africaines, elle a perdu son influence dans le Moyen-Orient — et notamment en Perse, en Egypte, et partout où Lawrence d'Arabie s'illustrait jadis. Mais la liste continue. Les pertes s'ajoutent aux défaites, les faillites aux désastres. Si Nuremberg avait eu un sens, il eût fallu y juger, entre Européens les responsables, les vrais responsables de la guerre et de la chute gigantesque de l'Europe dans le monde. Le charnier de Buchenwald et les cinq cent mille victimes du bombardement de Dresde en février 1945 ne sont rien par rapport au rétrécissement géographique, politique, économique et impérial de l'Europe depuis septembre 1939. Dans le magnifique et lucide essai qu'il vient de publier, « Les Temps Modernes », Maurice Bardèche observe : « Comme des accidents et des fièvres qui nous surprennent ne sont souvent que les manifestations d'une déficience générale qu'on aurait pu diagnostiquer depuis longtemps en y prêtant attention, ainsi les défaites ou les déceptions d'une nation ne sont que des échéances ». Pour comprendre le déclin de l'empire britannique, il faut remonter à la guerre de 1939, aux mortelles alliances échafaudées alors, aux dangereuses promesses données, pour gagner un conflit inutile, à l'idéologie démocratique, égalitaire et puritaine qui anima le clan antiallemand. Si l'on ajoute l'influence américaine sur la politique européenne, les divisions de députés, d'intellectuels et de politiciens à la solde de l'U.R.S.S., l'épuisement consécutif à la guerre et six ans de folie travailliste, on aura un tableau à peu près complet des causes de ce déclin. Ce déclin n'a pas pu être arrêté lorsque les conservateurs reprirent en mains le gouvernail de la nation en 1951, parce qu'un Churchill de-

venu sénile, un Eden anti-européen et anti-blanc depuis la conquête de l'Ethiopie, étaient prisonniers de l'idéologie au nom de laquelle ils firent la guerre au IIIe Reich. Et, si l'Indochine s'est d'abord perdue à Paris, l'empire britannique pour sa part reçut ses premiers coups décisifs de Londres. Sait-on par exemple, qu'un David Marshall, ce Juif d'origine irakienne qui préside actuellement — sous la surveillance discrète de la police britannique — aux destinées de Singapour, pour qui il réclame, d'accord avec le communiste chinois Lee-Kuan-Yew, l'indépendance totale, sait-on que David Marshall avant de devenir premier ministre du grand port d'Extrême-Orient, reçut des leçons de politique de la part de Morgan Phillipps lui-même, le secrétaire général du Labour party ? On pourrait fournir vingt autres exemples similaires. Et l'on sourit à la pensée que Junius Bandaranaike, vainqueur aux dernières élections cinghalaises avec un programme révolutionnaire qui exige notamment l'établissement d'une république neutre autant que neutraliste et le départ des Britanniques de leur base de Trincomalee, que Bandaranaike a été, dans sa jeunesse, à Oxford, voisin de chambre au collège Christ Church d'un dénommé Anthony Eden...

Ceylan et Singapour sont deux exemples qui illustrent particulièrement le déclin actuel de l'empire britannique. Ceylan obtint son indépendance — une indépendance tempérée un peu par le statut de Dominion — en 1947 lorsque les Britanniques quittèrent le continent indien. Ceux-ci s'étaient-ils sentis d'humeur généreuse ? Le fait est en tout cas, que Colombo, à l'époque, ne réclamait rien. C'est que Ceylan, comme l'a reconnu une correspondante asiatique du « Monde », a obtenu « tous les avantages du colonialisme sans en supporter les inconvénients ».. Sir John Kotelawala, le prédecesseur de Bandaranaike, qui se fit remarquer il y a une année en dénonçant à la conférence de Bandœng, devant Chou en Lai et au grand déplaisir de Nehru, le colonialisme soviétique, a luimême, dans « An Asian Prime Minister's Story », écrit les lignes intéressantes que voici : « Le vieux colonialisme européen possédait au moins la vertu rédemptrice d'une base démocratique et libérale. Le nouveau colonialisme communiste est ouvertement totalitaire dans ses intentions comme dans ses effets. Il détruit toute parcelle de liberté et élimine les droits fondamentaux de l'homme. Je ne vois aucune raison pour ne pas condamner ce nouveau colonialisme sans rémission ni sans peur ». Adversaire de Pékin, Kotelawala perdit la majorité aux dernières élections devant une coalition

dominée par des trotzkystes, des progressistes et des communistes. C'est la revanche de Chou et de Nehru. Pourtant, à l'instar de sir John, les Cinghalais savent bien qu'ils ne peuvent rien attendre de bon, ni de Pékin, ni de New-Delhi. Tout le développement actuel de Ceylan est dû aux colons britanniques, et ce sont eux qui retournèrent le flanc aride des montagnes, transformèrent les terres incultes en plantations prospères.. Une seule explication peut être donnée au soudain bouleversement politique de Colombo dont Londres craint maintenant le pire : la faiblesse de Witehall et, contrairement à ce que prétendait le député Mayhew devant l'écran de la télévision de la B.B.C., la diminution de l'influence britannique dans le monde.

Singapour présente un cas tout aussi typique. Lorsque, voici cent quarante ans, sir Stamford Raffles acheta la place à des princes malais, celle-ci ne formait qu'un immense marais, à peu près complètement inhabité, et couvert d'une cinquantaine de huttes misérables et délabrées. Tout ce qui y a été construit, les docks, les grands « buildings », les écoles, le fut par les Britanniques. Ce sont eux qui transformèrent ce marais insalubre en puissant port commercial et militaire. La prospérité de Singapour, l'une des plus élevées de toute l'Asie, dépend de son commerce, ce commerce de la stabilité intérieure et cette stabilité des Anglais. Mais les 80 % de la population du port sont des Chinois, et la majorité de ces Chinois sont fidèles à Pékin. Au cours d'entretiens qui eurent lieu à Londres début mai, Marshall et Lee-Kuan-Yew réclamèrent pour Singapour, présentement à l'état semi-colonial, un statut de Dominion. Lennox-Boyd, ministre des Colonies, a refusé. Toutefois on se demande si ce refus résisterait à de nouvelles émeutes — comme celles de Bertha Hertogh en 1950 — dont les communistes détiennent le secret. Dans une Asie passablement surchauffée, Singapour ne tiendrait pas comme Chypre, car la Chine est une autre paire de manches que la Grèce ! On remarque au demeurant à Singapour que, de même qu'à Colombo, c'est la faiblesse du gouvernement de Londres qui profite essentiellement à ceux qui veulent chasser l'homme blanc d'Extrême-Orient : comment se fait-il, par exemple, que Whitehall ait laissé tomber toutes les grandes écoles de Singapour entre les mains des communistes ?

Mais il n'y a pas que Ceylan et Singapour. Constatation révélatrice, à mesure que s'accroît le flot des immigrants noirs en Grande-Bretagne, le vieil empire « sur lequel le soleil ne se couche jamais », à son crépuscule, se rétrécit. On

serait tenté de dire qu'une colonialisation en sens inverse a commencé ! Du train où vont les choses, on ne s'étonnera même plus, demain, que Margaret, à l'exemple de la fille de Stafford Cripps, épouse un gentleman de couleur ! En attendant, un peu partout les Britanniques cèdent le pas. Au Moyen-Orient, le jeune roi Hussein de Jordanie a congédié Glubb Pacha, le chef de la Légion arabe pour l'entretien de laquelle Londres dépensa des millions de livres. Le Yémen, qui a voté contre la France à l'O.N.U. lors de l'affaire de l'Algérie, fait pression sur Aden transformé en chaudière, et l'Arabie séoudite convoite Bahrein, où Slewyn Lloyd se fit lapider au cours d'une récente visite. Du côté de l'Egypte les choses se sont définitivement gâtées, et le Soudan est perdu. Certes, le Kenya se trouve à peu près pacifié et, depuis la révolte communiste fomentée par les époux Jagan, la Guyane vit en paix, mais il n'en va pas de même en Malaisie, toujours infectée de rebelles communistes, divisée en groupes raciaux aux hostilités féroces ; or, la Malaisie doit devenir une fédération dès août 1957. « Acte de foi », a écrit le « Sunday Times » ; geste de dément, serait-on plutôt tenté de remarquer. Gibraltar est toujours revendiqué par l'Espagne et Malte voudrait être intégré à la Grande-Bretagne et envoyer une députation à Westminster selon le modèle de l'Irlande du Nord, mais l'Eglise catholique de l'île s'y oppose. L'île Maurice a présenté une demande identique à celle de Malte. En Afrique, le Tanganyka, le Nigeria, la Côte de l'Or évoluent rapidement, et partout poussent des mouvements autonomistes minés par les communistes. .Tout en condamnant la politique d' « apartheid » de l'Union sud-africaine, Londres entretient toujours de bons rapports avec Prétoria — qui n'y tient d'ailleurs pas tellement et qui parle de devenir une république — surtout à cause de l'uranium et de l'or enfouis dans le territoire de l'Union. Dans les Antilles, la Jamaïque, Trinité, Tobago, la Barbade et quelques autres îles vont former la fédération des Caraïbes. En Asie, le Pakistan est « travaillé » par les agents commerciaux de l'U.R.S.S. Nehru, en Inde, ne demeure dans le Commonwealth que parce que celui-ci lui fournit un tremplin idéal pour ses ambitions. Hong-Kong ne tient qu'avec la bonne grâce de la Chine qui y trouve son intérêt, car ce port sert surtout, de nos jours, à une gigantesque contrebande de matières stratégiques. Enfin, en Méditerranée, depuis des mois, Chypre est en feu.

Parler, dans ces conditions, et comme l'a fait le député Mayhew, de « l'influence morale grandissante de la Grande-

Bretagne dans le monde », constitue assurément une vue de l'esprit, chimérique et dangereuse. Chaque « évolution » d'un territoire colonial signifie, en effet, un recul de la puissance britannique. Que ce territoire reste ensuite membre du Commonwealth ne change rien puisqu"il aura tout loisir, comme Ceylan, de voter pour le retrait définitif de tous les Britanniques demeurés sur son sol, ou, comme l'Inde, de s"embarquer dans une politique résolument anti-occidentale et philo-soviétique. Mais constater les faits ne suffit pas. Il faut encore dénoncer les fautes. La première, la faute capitale, c'est la faiblesse, les incohérences, la timidité d'un gouvernement qui, devant l'émeute, propose la négociation, suggère l'indépendance. D'un gouvernement qui n'a plus ni armée, ni flotte, ni aviation pour faire respecter les droits de son peuple et des ancêtres de ce peuple qui bâtirent un empire magnifique. D'un gouvernement qui, à une alliance germano-britannique au sein d'une Europe forte, solidaire et libre, préféra la chute de Hitler au cours d'un conflit géant qui lui coûta sa suprématie maritime. Il était réconfortant pour la conscience assurément, de partir en guerre pour protester contre l'agression de la Pologne — encore que, fort curieusement, la colère fut tout entière réservée pour l'agresseur allemand, non pour l'agresseur soviétique — mais, pour la raison, la logique, le bon sens et les intérêts nationaux il eût été non moins assurément plus valable de veiller à l'intégrité, au renforcement et à l'enrichissement d'un bel empire... On se demande si sir Winston Churchill, qui achève en ce moment une « Histoire des peuples de langue anglaise » a pensé à ce petit problème. On se demande aussi si, dans sa résidence de Chartwell, il ne songe pas parfois avec envie au Portugal le seul Etat européen qui ait réussi, depuis quinze ans, à conserver ses possessions intégralement en Afrique et en Asie, et à tenir contre les ambitions demesurées du pandit Nehru. Le Portugal est, depuis 1372 et le traité signé entre Ferdinand et Edouard III, le plus vieil allié de l'Angleterre.. Au lieu de se lancer dans une folle alliance avec Roosevelt et Staline, Churchill aurait eu profit à méditer l'exemple du Portugal sur la façon de conserver un empire. Quant à Eden, qui est invité à Moscou après avoir reçu à Londres les deux tyrans soviétiques aux yeux de qui la destruction de l'empire britannique est une nécessité pour la victoire du bolchevisme universel, Eden, lui, aurait plus que jamais intérêt à aller prendre des leçons de politique chez Salazar...

Pierre HOFSTETTER.

CHRONIQUE DU MOIS

Il y a deux mois, esquissant dans cette chronique un parallèle entre les premiers mois de l'année 1934 et les semaines qui ont suivi les élections du 2 janvier, nous écrivions que la vie politique française semblait évoluer, sous la pression des événements d'Afrique du Nord, vers un point de tension et d'éclatement à partir duquel tout pourrait redevenir possible.

C'était sans doute montrer un optimisme excessif. Si une certaine tension caractérise depuis quelques semaines la vie politique de la nation, on doit en revanche reconnaître que son évolution ne nous a guère rapproché du point d'éclatement dont nous parlions dans notre précédente chronique, c'est-à-dire du point au delà duquel la chute du régime devient une espérance raisonnable. Celui-ci en effet, en dépit des apparences est encore solide, on peut même dire que son impuissance n'a d'égale que sa solidité. La gravité de la situation en Afrique du Nord l'aide paradoxalement à désarmer ses ennemis et n'ayant jusqu'à maintenant jamais été sérieusement menacé, il se sent encore suffisamment assuré de la durée de son règne pour jouer la comédie où tous les Sganarelle du régime dénoncent à l'envie les vices de leur maître.

Voici, brièvement commentés, les faits qui nous paraissent illustrer ces remarques préliminaires et justifier leur pessimisme mesuré.

Un Parlement de paralytiques

Le fait a été souligné par de nombreux commentateurs, les résultats des élections du 2 janvier ont été tels qu'ils ne laissent presque plus de possibilités de manœuvres aux hommes et aux partis du régime. Ils expliquent l'immobilité

quasi totale de la vie parlementaire et le fait qu'il ne se soit rien passé d'important au Palais Bourbon au cours des dernières semaines. Nous comptons pour rien en effet les séances d'invalidation dont l'effet de scandale lui-même s'est atténué et qui nous ont seulement donné l'occasion d'admirer le fonctionnement sans défaut de la machine à détourner les volontés si précisément décrite par Maurice Bardèche dans son dernier livre. Ces invalidations d'ailleurs ne semblent guère avoir diminué dans le pays l'audience du poujadisme qui en était victime ce qui prouve, comme nous l'avons toujours pensé, que la force de ce mouvement est tout à fait indépendante de sa représentation parlementaire.

Nous ne considérons pas non plus comme important le vote, intervenu dans les derniers jours de Mars, de la nouvelle loi sur les congés payés, même si nous admettons très volontiers qu'elle améliore sur un point qui leur a toujours tenu très à cœur la situation de milliers de salariés. Il faut noter d'ailleurs que ce vote n'a fait que légaliser une situation de fait que des conventions collectives et des accords de salaires de plus en plus nombreux tendaient depuis quelques mois à généraliser et dont l'initiative a totalement échappé aux pouvoirs publics. Quant à l'adoption en première et en seconde lectures de la loi sur le fonds national de solidarité, elle ne témoigne nullement comme personne d'ailleurs ne s'y est trompé, de la volonté de satisfaire à l'exigence de la justice la plus élémentaire pour les vieillards réduits à la misère par un régime dont la politique sociale tient tout entière dans cette admirable expression : le minimum vital. Elle ne prouve que la démagogie menteuse de la gauche abatardie et la résignation bougonne de la droite conservatrice, paralysée dans son hostilité à ce qu'elle considère comme une folle prodigalité par l'impossibilité de mettre sur pied une nouvelle combinaison politique étant donné l'équilibre actuel des forces parlementaires. Ne nous y trompons pas le « souffle de 1936 » n'inspire pas la loi qui sera définitivement votée avant les vacances parlementaires et qui remédie très imparfaitement et selon des méthodes contestables, à des situations parfois dramatiques.

Rien dans tout cela de vraiment important, nous voulons dire rien qui influe profondément sur notre avenir national.

L'avenir de Mendès serait-il derrière lui ?

La démission de Mendès-France, accueillie par l'opinion publique avec une indifférence qui mesure la chute de son prestige et de son crédit dans le pays semble, pour le moment, n'être qu'un des faits-divers de la politique française de ces dernières semaines. Son absence totale de conséquences sur le plan parlementaire où elle n'a provoqué aucun remous notable montre à quel point l'homme est, au moins provisoirement, condamné à l'impuissance non pas tant peut être de son propre fait, nous voulons dire à cause de sa personnalité et de sa politique, que par le gel de la situation parlementaire produit par les absurdes élections de Janvier.

La demi-retraite politique de Mendès ne doit pourtant pas nous laisser croire que le mendésisme appartient désormais au passé. Même si Mendès ne doit plus personnellement jouer dans l'avenir qu'un rôle politique effacé auquel l'auront condamné son caractère orgueilleux et instable et les louvoiements d'une politique animée par une ambition désordonnée, le mendésisme subsistera, caractérisant un courant politique dont les objectifs majeurs restent, sur le plan intérieur l'instauration d'une fascisme juif appuyé sur le front populaire, et sur le plan extérieur, la neutralisation de l'Europe et la liquidation de 'Empire Français. Le regroupement de « gauche » qui semble actuellement se préparer et auquel il faudra accorder une attention vigilante mettra-t-il fin à l'immobilisme parlementaire ? C'est ce que nous saurons sans doute ces prochaines semaines. La 'phase décisive de ce regroupement pourrait bien être l'éclatement de la S.F.I.O. où Daniel Mayer s'apprête à jouer le rôle joué par Mendès chez les radicaux..

La nation se réveille

Pour la première fois depuis bien des années on a l'impression que la vie politique du pays ne tourne plus uniquement autour du Parlement et que son évolution n'est pas seulement déterminée par les intrigues et les soubresauts également pitoyables du système. Il ne se passe rien au Palais Bourbon mais il se passe quelque chose dans le pays. Il n'était pas possible, en vérité que la brusque accélération de notre histoire provoquée par la défaite indochinoise restât sans ef-

fet sur le rythme vital de la nation. Elle explique les accès de fièvre qui ont, sporadiquement, saisi ces derniers temps les couches les plus sensibles de l'opinion publique. Le mendésisme et le poujadisme ont certainement rajeuni et réveillé la politique française ; ils ont réussi à intéresser, comme aucun autre mouvement n'avait su le faire depuis vingt ans, les français, surtout les jeunes, à la politique.

A leur action sur des secteurs très divers de la société française sont venus s'ajouter d'une part l'émotion causée par les événements d'Afrique du Nord et la crise qu'ils provoquent dans la conscience nationale, d'autre part l'expression précise du malaise paysan. Cet ensemble de faits explique le climat de tension et d'attente qui caractérise, comme nous le disions au début de cette chronique, les semaines qui viennent de s'écouler. Celles-ci ont vu se multiplier les réunions publiques qui n'avaient plus, depuis longtemps, attiré des auditoires aussi considérables. Les violents incidents auxquels elles ont parfois donné lieu témoignent de la renaissance des passions politiques entretenues par le développement de la campagne des organisations d'extrême-gauche sous le signe de l'antifascisme et de l'anticolonialisme et par la reprise de l'activité politique du mouvement Poujade après de longues semaines d'immobilité dues sans doute à l'effort de réorganisation intérieure et de mise sur pied des unions parallèles qui a précédé le congrès de St-Céré.

Les paysans sur les barricades

Nous avons, dans cette Revue, mis en relief il y a longtemps déjà et à une époque où elle n'avait pas encore commencé sous l'action de Dorgères et de Poujade à prendre une signifi-caiton politique inquiétante pour le régime, la gravité croissante de la crise paysanne qui constitue peut être le facteur le plus important du problème économique et social français. Notre collaborateur Pierre Navarre qui a une connaissance directe de ses diverses données, notait il y a quelques mois (D. O. n° 28) le caractère pré-révolutionnaire de cette crise dans laquelle les facteurs psychologiques, et c'est sans doute là le phénomène le plus intéressant de ces dernières semaines, jouent un rôle grandissant. Sans doute les revendications formulées par les paysans des barricades de la Pentecôte exprimaient-elles des soucis économiques très précis touchant la

fixation des prix, les besoins en crédit et la réorganisation de la commercialisation des produits agricoles. L'ampleur atteinte par la protestation paysanne du 19 mai et son caractère national sont pourtant le signe certain de la conscience collective qu'a maintenant le monde paysan de l'abandon dans lequel l'ont laissé les temps modernes et de l'inexistence politique à laquelle l'a condamné la Démocratie..

Il est frappant de voir que l'hostilité au régime ne cesse de croître dans certaines régions, moins touchées que d'autres par les rigueurs du dernier hiver, telles que les départements herbagers de l'Ouest, où actuellement le bétail se vend bien. La politisation des revendications paysannes, la constitution peut être prochaine d'un puissant mouvement politique paysan qui supplantera dans les campagnes les partis urbains traditionnels peuvent bouleverser radicalement la carte politique française dans un assez bref délai.

Du nouveau dans la presse quotidienne

La presse quotidienne est, depuis peu, devenue le lieu d'une bataille dont les aspects ne sont pas uniquement commerciaux et dont l'issue aura certainement des conséquences politiques.

L'événement de ce printemps a, de ce point de vue, été la parution du « *Temps de Paris* » dont l'ambition semblait être si l'on en juge d'après l'"allure des premiers numéros, de concurrencer à la fois « *France-Soir* » et « *Le Monde* ». C'était inconstestablement une gageure et il n'est pas tout à fait sûr que le nouveau quotidien du soir atteigne les objectifs qu'il paraît s'être fixés.

Nous nous garderons ici de porter un jugement politique sur ce journal dont l'orientation est restée quelque temps assez indécise. Nous nous contenterons de noter sa prise de position très « nationale » en face du problème nord-africain (avec des réserves sur l'esprit assez mendésiste de l'enquête menée par les Gosset au Maroc) ainsi que son attitude favorable à la polititque européenne teintée toutefois d'un « atlantisme » très orthodoxe.

Nous relèverons surtout l'opposition féroce, sournoise et multiforme que le « *Temps de Paris* » a rencontré dès sa parution de la part du groupe « *Franpar* », éditeur de *France-Soir* et *Paris-Presse* qui pourrait n'être pas tout à fait étranger à la

décision étonnante prise récemment par le ministère de l'information à la suite des difficultés d'approvisionnement en papier de presse et qui consiste à répartir ce dernier en fonction du lignage de publicité de chaque journal. Lorsqu'on sait que la pulicité-presse est pratiquement monopolisée en France par le groupe *Publicis-Régie-Presse* dont les liens avec le groupe « *Franpar* » ne sont un secret pour personne et que « *Le Temps de Paris* » a été réduit par le dit groupe à la portion congrue on voit très bien ce que veulent certains : maintenir à tout prix le monopole de la presse « issue ».

Quelles que soient les réserves que nous ayons faites ou que nous puissions être amenés à faire sur telle ou telle position du « *Temps de Paris* » nous ne pouvons que constater que sa réussite ou son échec ne peuvent nous laisser indifférents car ils mettent en cause ceux même de toute presse indépendante.

L'opération Lacoste désarme l'opposition nationale

Nous le remarquions au début de cette chronique, la guerre d'Algérie à laquelle nous a acculé l'imbécilité du régime, au lieu de l'ébranler le renforce, au moins provisoirement, car comme nous le redoutions il y a deux mois, elle lui a permis de désarmer un certain nombre de ses adversaires nationalistes que se sont laissés prendre au piège de la Défense Nationale.

. On a poussé vers le devant de la scène un homme à la carrure paysanne, au regard têtu et au menton énergique et on a braqué tous les projecteurs sur lui. On a parlé de Clémenceau avec une insistante complaisance dans la presse « nationale » alors que l'homme ferait plutôt penser au Daladier du voyage de Tunis au printemps 1938 et on l'a dépeint comme un socialiste patriote plus conscient des responsabilités de sa charge que soucieux de sa fidélité à l'idéologie anti-colonialiste de son parti.

Il n'en a pas fallu davantage pour neutraliser tout un secteur de l'opposition nationale que l'expérience de ces dernières années n'a pas encore dégouté de soutenir « le moins mauvais ».

Qu'on nous entende bien, nous n'éprouvons ici aucune hostilité particulière contre Robert Lacoste, nous sommes même tout prêts à admettre qu'il est « le moins mauvais » et à dire que nous aimons mieux cet homme « de gauche » qui tente de

renverser le cours de notre mauvais destin en Algérie que M. Pinay, homme « de droite » et libéral illuminé par l'esprit de Bandœng qui capitule au Maroc pour être lui aussi dans le sens de l'Histoire.

Mais rien ne peut faire que Robert Lacoste ne soit un homme du régime, prisonnier de son esprit et son vocabulaire, ligoté par son impuissance, complice involontaire de ses trahisons (son silence dans l'affaire Claude Gérard !). C'est un homme honnête dit-on, nous le croyons volontiers, et violemment hostile à Mendès précise-t-on, nous n'en sommes pas surpris, mais cela nous est égal. Une seule chose nous importe, le régime utilise Lacoste, comme il utilise Naegelen et Soustelle pour neutraliser une opposition qui, victime de son patriotisme estime de son devoir derenoncer devant le péril à sa mission naturelle qui est de nous libérer de lui.

Et ce ralliement dont Lacoste est l'instrument ne comporte aucune contrepartie. Le régime qui l'obtient ne renie rien de lui-même, il ne renonce à aucune de ses iniquités, il a toujours ses « intouchables », il continue de nous tenir prisonniers de ce monde clos du mensonge dans lequel il nous a enfermé il y a dix ans, il reste fidèle à sa vocation qui est de détruire la nation.

Ce « souffle national » dont s'inquiétait *l'Express* il ne le laisse souffler qu'autant qu'il en reste le maître, qu'autant qu'il ne risque pas de menacer son existence. On n'a le droit d'être patriote, d'être « national » qu'à l'intérieur du régime. En dehors de lui on est un paria, un citoyen de seconde zone auquel on refuse l'exercice des libertés publiques fondamentales, celle entre autres de tenir des réunions publiques pour situer ses vraies responsabilités dans le drame algérien.

Il serait grand temps que l'opposition nationale aille au delà des réactions d'un patriotisme respectable certes, mais sentimental et à courte vue ,et qu'elle comprenne qu'il n'y a pas de hiérarchie des urgences : d'abord sauver l'Algérie, ensuite combattre le régime, mais que dans le désastre que tout annonce et pour sauver ce qui peut encore l'être il n'y a plus qu'un devoir urgent : la Révolution nationale.

J. P.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Avec les meilleures — mais incompétentes — intentions du monde, on peut devenir un aide-fossoyeur et faire le jeu de l'ennemi.

Il est de notoriété publique que, désormais, tout musulman (par peur et crainte de représailles) est un adversaire en puissance, sinon avoué, du moins souterrain. Témoins ceux que l'on offrait en exemples. comme le Président Saïah Abd el Kader et surtout Me Ould Aoudia pour ne parler que de deux hautes personnalités algériennes (le dernier étant du M.R.P.). C'est ce moment précis que choisit le ministre-résidant pour ouvrir *d'urgence et immédiatement de très nombreux postes administratifs aux Musulmans, dont certains fort importants.*

Autrement dit, le gouvernement choisit les moments cruciaux pour introduire des « douteux » dans les rouages nerveux de l'Algérie.

A se demander si Marianne n'est amoureuse que sous les coups ?

⁂

Combien voulez-vous parier que l'Armée *Royale* (grace à la république de la S.F.I.O.) Marocaine sera un jour une armée qui combattra la France en Algérie ?

⁂

Bouquets de fleurs pour M. Pierre Brisson, grand maitre du *Figaro*. Après « Dimanche-Matin » et « Fraternité Française », Jean Galtier-Boissière, dans son « Petit Crapouillot » procède à un éreintement massif de M. Pierre Brisson sous le titre « On purge P. B » ; il note : « L'ire recuite de *Figaro* contre Maurras tint principalement au fait que « *L'Action Française* », de même que « *La Croix* », refusa toujours les subsides du gouvernement de Vichy. » ...que *Figaro* accepta tout en se faisant résistant-épurateur par la suite. L'article du « Petit Crapouillot » est à lire en entier à titre de documentation sur les mœurs de la grande presse d'information.

⁂

Le quotidien du matin de M. Pierre Dupuy, qui doit faire suite au « Temps de Paris » de M.M.J.J. Dupuy, serait un

super-*Figaro* d'allure « plus nationale » assure-t-on. Parmi les commanditaires qui ne tiennent pas à être révélés, on cite une puissante firme *anglaise* de Pétrole.

Un représentant des pétroliers *américains* figure parmi les administrateurs du « *Temps de Paris* ».

⁂

Les incidents qui marquèrent l'anniversaire de l'armistice à Alger ont été présentés, en France, sous un jour défavorable aux Français d'Algérie.

On photographia M. Lacoste perdant son sang-froid et s'avançant à pied vers le trottoir pour apostropher un spectateur paisible en ces termes : « ...Vous, vous êtes là... Moi j'ai été deux fois volontaire ! » Le quidam montra la boutonnière de son veston avec plusieurs rubans de décorations et répondit simplement : « Moi aussi ! ».

Les socialistes ont fait valser beaucoup de fonctionnaires algérois pour les remplacer par des hommes dévoués. Quest-ce que ça donne ? Un quotidien d'Alger note :

« ...Beaucoup d'Algérois ont la conviction (et c'est aussi la nôtre) que la plupart des incidents de lundi et de mardi eussent été évités si certains dirigeants des services d'ordre avaient montré plus de sang-froid. Il n'est guère contestable que M. le commissaire principal Gilles porte une grande part de responsabilité dans les heurts qui se sont produits pendant ces deux jours. La violence de ses propos et son attitude agressive (la scène du drapeau, parmi d'autres) ont exaspéré non seulement les jeunes manifestants mais, de surcroît, une masse de spectateurs jusque-là parfaitement calmes.

« Ce n'est pas par des provocations qu'on apaise une foule rendue hypersensible par des événements graves, et convaincue de défendre une bonne cause... »

Est-ce pour mieux faire avaler à la métropole une politique de concessions (plus que de réformes) que nos gouvernants tiennent à rejeter les Français d'Algérie dans le camp de l'antipathie ?

⁂

Appels à la « modernisation » de la France de M. Guy Mollet et du Congrès du M.R.P. en faveur des 2.500.000 jeunes Français qui seront lancés dans la vie active du pays ces prochaines années !

Pourquoi cette inquiétude à peine masquée ? On n'ose pas le dire. La perte de l'Indochine, des Indes, de l'Afrique du Nord, c'est du travail en moins pour 3 millions de Français.

Plus les fonctionnaires coloniaux à recaser en métropole. En Indochine, 50 milliards d'exportations françaises sont déjà remplacées par 50 milliards d'exportations américaines.

Tout cela au moment où « l'automation » va réduire l'emploi de la main-d'œuvre dans une proportion considérable !

Les fossoyeurs de l'empire français ont bien travaillé pour l'avenir de la jeunesse !

⁂

Quel est le nom de cette Banque qui réussit à vendre, *comptant et payable à Paris*, son immeuble indochinois pour la somme de 800 millions alors que les Français modestes ne peuvent pas obtenir d'autorisation de transfert d'argent, même pour délégation de traitement à leur famille en France ?

Est-ce un chapitre de plus au trafic des piastres ? A ce propos, pourquoi le rapport sur la piastre de la Commission d'enquête de l'ancienne législature n'est-il toujours pas publié ? Redoute-t-on une nouvelle « affaire des fuites » ? (pour les personnalités politiques dans le bain).

⁂

Winston Churchill collabore à « *Paris-Match* » de M. Jean Prouvost, ex-ministre de l'Information de Pétain. Si encore cette histoire était intéressante... Bon commerçant anglais, M. Churchill ! Mais à quand Benoist-Méchin ou Cousteau au « *Monde* » ou au « *Figaro* » ?

⁂

La presse française à minimisé ou passé sous silence l'expulsion de deux hautes personnalités algéroises : M. G.-H. Bousquet, professeur de sociologie nord-africaine à la Faculté de Droit d'Alger et de M. Boyer-Banse, président de l'Union française nord-africaine.

Arrêté à son domicile dans la soirée, M. Bousquet fut embarqué sans délai pour Paris.

Les socialistes, amateurs de « Plan Bleu » et autres complots, supportent difficilement que l'on ne soit pas de leur avis : MM. Bousquet et Boyer-Banse (ce dernier très âgé et de santé précaire) sont des partisans déclarés de « l'Algérie française ».

Si l'on avait agi de la même façon avec M. Ferhat Abbas, l'Anti-France du Caire ne serait pas renforcée... d'une voix d'ailleurs assez douteuse.

Mais pourquoi ce silence total sur l'arrivée au Caire de M. Abdelmadjid Mècheri, frère du préfet Chérif Mècheri, ex-attaché à la Présidence de la République et présentement Secrétaire général du Haut-Conseil de l'Union Française ?

***

Les élections de Birmanie ont passé inaperçues en France. Il y a une raison.

En Birmanie, on se bat depuis huit ans entre réguliers et rebelles communistes. Dans 12 circonscriptions l'activité des rebelles fut telle qu'il fallut ajourner le scrutin. Le résultat ne fut pas celui espéré par Rangoon. Le parti du gouvernement qui s'appelle « Ligue antifasciste de la liberté du peuple » (?) avait comme principal adversaire le « Front National Uni » qui comprend le « Parti ouvrier et paysan » (qui n'est autre que le parti communiste camouflé puisque le Parti Communiste officiel est interdit). La « Ligue anti-fasciste » perd environ la moitié de ses sièges mais elle aura encore une majorité de gouvernement, du moins on le suppose quand les élections pourront s'achever. Net gain du « Front National Uni » qui ne s'arrêtera pas à ce succès.

1° dans les régions troublées, déroute des candidats gouvernementaux ; 2° de l'ancienne colonie britannique au Commonwealth « indépendant » et, depuis, une tendance qui s'accentue vers l'extrême-gauche puisqu'outre le « Parti Ouvrier et Paysan », les communistes sont toujours maîtres des maquis et refusent obstinément les propositions d'armistice...

« L'anti-colonialisme » des Etats-Unis marque des points tous les jours... pour l'U.R.S.S. ; le *New-York Times* commente : « Ce qui est de toute première importance dans une évolution historique de ce genre, c'est le développement du principe de la démocratie constitutionnelle... C'est une révolution, bien entendu, mais une révolution dans un cadre légal accepté... »

A se demander pour quelles raisons les U.S.A luttent contre le communisme légal ?

La visite de MM. Boulganine et Krouchtchev en Birmanie a porté ses fruits.

***

Où sont les menteurs ? La presse française a déclaré sur tous les tons que M. Ferhat Abbas, par sa « fuite » au Caire, n'était en aucune façon chargé de mission négociatrice avec les chefs rebelles. Or, le Dr Ahmed Francis, qui a accompagné en Egypte le président de l'U.D.M.A. a fait une déclaration au début de mai 1956 (escamotée en France) dont nous détachons :

« *...Aujourd'hui on nous demande de nous entremettre auprès des combattants pour faire cesser le feu... Ceux qui nous demandent d'intervenir sont incapables de nous dire claire-*

ment les propositions que nous pourrions apporter aux combattants... »

Ce qui explique sans doute que « surveillés » par la D.S.T., les leaders de l'U.D.M.A. ont pu s'envoler confortablement pour l'Egypte.

Flagrant délit de mensonge à l'opinion, double-jeu qui ne paiera pas la France puisque les leaders de l'U.D.M.A. précisent en outre : « *Nous ne pouvons plus rien !* »

A retenir pour l'histoire scandaleuse de l'Afrique du Nord.

⁂

Un journal parisien a publié que M. Georges Blachette, le milliardaire alfatier d'Alger, fut un des commanditaires de *l'Express* (quotidien), le journal qui contribua à mettre le feu aux poudres en Afrique du Nord. Jusqu'à ce jour, il n'a pas été démenti à notre connaissance. Est-ce par reconnaissance que des tonnes d'alfa sont incendiées par les rebelles ?

⁂

Début de crise industrielle aux U.S.A. En mai, Chevrolet a réduit sa production de 13 % sur avril ; la firme a mis 5.000 ouvriers à pied. Plymouth a réduit de 39 % sa production et Ford de 19 % sur l'année dernière. Espérons que les débouchés nouveaux dans les ex-colonies et protectorats français permettront à la production américaine de remonter.

⁂

Démobilisation de 1.200.000 soldat ssoviétiques, etc... Désir de paix ou.. cette information publiée par « Paris-Match » *dix jours avant* cette résolution : « Prévision d'un expert militaire attaché à un gouvernement d'un pays du rideau de fer : dans 4 mois, heurts violents entre l'armée de Joukov et la police de Sorov. But des voyages de B. et K. à l'étranger, affirmer leur prestige pour rester les arbitres de la situation. »

On ne risque pas grand'chose en prenant date !

⁂

La R.T.F. a donné, courant mai, une reconstitution historique sur la vie et la mort de Jeanne d'Arc et son procès de réhabilitation et « l'atroce machination politico-judiciaire » (sic) décidant la mort de Jeanne d'Arc qui rapporta 765 livres àl'évêque de Beauvais ». Emission très anti-anglaise... Elle rappela assez étrangement un autre procès, plus récent, celui de Pétain. On avait oublié le nom des singuliers juges et leurs tortueuses manœuvres pour condamner une femme sur ordre. Le nom de Jeanne d'Arc, lui, est resté...

La presse étrangère du mois

L'Etranger juge la France en Algérie

Grande-Bretagne

De l'*Economist* : « ...Paris déplore toujours la rareté des « interlocuteurs valables » avec qui il puisse discuter de l'avenir de l'Algérie... »

Du *Manchester Guardian* : « ...La France pourrait être certaine de remporter une guerre totale mais uniquement en Algérie, mais que se passerait-il si les combats s'étendaient au Maroc et à la Tunisie ?... La nation française semble mal préparée à la guerre totale et à la repression. Et c'est tout à son honneur... ».

Du *Daily Telegraph* : « ...Si la politique ne conduit pas bientôt à une solution, la IV[e] République sera placée bientôt devant une crise mortelle... ».

Du *Daily Express* : « ...Si les forces destructrices triomphent en Algérie, des millions d'emplois seront perdus en France... Qu'adviendrait-il des milliers de citoyens français dont le foyer est en Algérie ? Leur sort sera celui d'innocents massacrés ... (Le *Daily Express* explique longuement que la perte de l'Algérie, par la catastrophe économique qu'elle provoquerait en France, engendrerait un chômage tel que le véritable triomphateur serait le communisme donc l'U.R.S.S.).

Etats-Unis

Du *New-York Times* :« Les Français... se trouvent aux prises avec le dynamisme explosif et irrésistible du nationalisme contemporain... Il n'y a pratiquement pas de communisme (1), mais le nationalisme est assez fort par lui-même pour n'avoir besoin d'être aidé... (sic) (Le mieux qu'ils (les amis de la France) puissent faire est de ne pas la gêner et de ne pas confondre cette question avec celle du « colonialisme » qui n'a que peu de rapports avec elle... ».

Allemagne

De la *Frankfurter Allegemeine Zeitung* : « Les regards du monde occidental se tournent vers Paris avec une inquié-

---

(1) Exact. — Actuellement, au Maroc, certaine « police secrète indigène » supprime, sans jugement et en pleine rue, des musulmans suspectés d'être agents communistes... par douzaines. La politique était plus belle au temps de... la France !

tude croissante. Il a compris, non sans mal, que garder ou perdre l'Algérie, c'est bien autre chose qu'une affaire privée purement française.

Suisse

De la *Tribune de Genève :* « ...M. Lacoste mène sa bataille politique et militaire avec une résolution telle qu'on pourrait lui prédire la victoire si les arrières parisiens étaient mieux assurés... ».

Du *Journal de Genève :* « ...La France ne se bat plus pour conserver une colonie, elle se bat pour ne pas déchoir... »

Belgique

De *La Métropole :* « ....S'il peut paraître pessimiste de considérer que les récents évènements d'Afrique du Nord ont remis en question toute les difficultés françaises au Maghreb, on est à tout le moins fondé de constater que l'affaire algérienne s'est dégradée au point que toutes les déceptions sont à envisager... ».

De *La Nation Belge :* « ... Si la France devait échouer en Algérie, c'est tout son avenir qu'elle compromettrait du même coup. Son avenir internationale et même celui de la la nation... On l'espère (que la raison l'emportera) pour la France sur qui s'acharnent des ennemis qui visent au-delà d'elle-même et qui, en la frappant, nous atteignent aussi... » (1).

Presses suisse, allemande et belge, favorables dans l'ensemble à la France. Discernent que l'effondrement de la France serait aussi leur effondrement et leur salellicisme.

Presse britannique, pessimiste.

Presse américaine insiste lourdement sur les « ennemis » de la France (« *pourquoi dépense-t-elle tant d'argent et de sang ?* »), mais commence à voir poindre — trop tard — le danger panarabe xénophone qui atteindra tour à tour tous les Blancs... et les puits de pétrole américains en pays arabes.

(1) Le journal belge fait sans doute allusion aux « ballons d'essais » et pressions exercées à Bruxelles par l'O.N.U., à l'instigation des U.S.A., pour qu'elle abandonne le Congo Belge (uranium et cuivre) et en remette la tutelle à l'O.N.U.

Etudes et Tribune libre

Géostratégie de l'Afrique du Nord-Ouest

On a dit et répété qu'en cas de nouvelle guerre mondiale, l'Afrique nord-occidentale, c'est-à-dire l'ensemble Algérie-Tunisie-Maroc aurait à jouer un rôle important vis-à-vis de la France ou, plus généralement, de l'Europe et de la coalition atlantique. Mon propos est d'établir et de préciser cette affirmation grâce aux disciplines de la géo-politique ou, plus exactement, d'une de ses branches : la géostratégie..

Bien entendu, la géostratégie ne permet pas de prévoir l'avenir mais d'en envisager les éventualités et d'esquisser leurs grandes lignes ; elle n'autorise pas à prédire le déroulement d'une guerre future, à tracer les méandres de sa courbe, mais à en ébaucher les formes dans la mesure où celles-ci sont commandées par la conjoncture politique et les impératifs géographiques, à les enfermer dans un réseau d'axes et d'asymptotes ; elle rend en outre possible la définition du rôle général qui incomberait à telle région en fonction de la position et de l'espace occupés dans la répartition des terres et des mers et par rapport aux grandes routes maritimes suivant lesquelles se déplacent, non seulement le gros des marchandises d'exportation, mais aussi les flottes de guerre et les transports de troupe. Il se peut que les progrès de la navigation aérienne réduisent de manière sensible l'importance stratégique du trafic maritime; mais nous n'en sommes pas encore là.

I. La conjoncture politico-stratégique.

On ne veut généralement voir, comme cause d'une future guerre mondiale, que l'opposition des idéologies entre le monde soviétique et occidental, et beaucoup se bercent de l'espérance qu'en la résolvant ou l'atténuant on rendrait un conflit

armé impossible. C'est simplifier outrageusement le problème et bafouer les leçons de l'histoire. Il n'y a jamais eu de guerres idéologiques à l'état pur ; elles ont toujours des mobiles positifs qui deviennent déterminants lorsqu'au moins l'un des états en cause se trouve avoir une structure explosive, généralement par pléthore d'hommes et de richesses. En fait, bien plus qu'une cause, l'antinomie des concepts politiques et sociaux est un facteur d'aggravation et d'extension de la lutte.

Ce qui est particulièrement grave dans la situation actuelle, c'est que l'opposition idéologique s'y trouve conjuguée avec celle de deux très grandes puissances, l'une continentale et l'autre maritime, s'affrontant en l'absence de tout autre acteur d'ordre comparable et susceptible de jouer en contrepoids. Or, depuis le XVIe siècle (1) tous les grands massacres ont eu, parmi leurs causes profondes, un duel latent entre l'Océan et le Continent dont les champions successifs furent, d'une part, l'Angleterre puis les Etats-Unis, d'autre part, l'Espagne, puis la France, l'Allemagne et, enfin, la Russie. Cette permanente hostilité et ces heurts sanglants s'expliquent, du reste, aisément parce que le maître de la mer a besoin d'avoir un pied sur terre tandis que le détenteur de l'hégémonie continentale convoite l'accès aux Océans.

Pour le grand géographe anglais Mackinder (1861-1947) le fait essentiel de la politique mondiale est la répartition des terres (30 %) et des mers (70 %) sur le globe. Schématiquement il a distingué une énorme masse : l'ensemble Europe-Asie-Afrique qu'il a appelé « World Island » l'Ile Mondiale (55 % des terres émergées) flanquée ,à distance, de trois îles ou groupes insulaires considérables mais de bien moindre importance : la double île américaine (2 fois plus petite), l'île antarctique (6 fois et déserte), la constellation Océanie-Malaisie (7 fois). L'Ile Mondiale est cisaillée par une longue faille anfractueuse qui, de Gibraltar à Aden, relie l'Atlantique à l'Océan Indien en utilisant la Méditerranée et la Mer Rouge jointe par le percement de l'isthme de Suez. Au Nord, l'ensemble Europe-Asie, sur 35 % des terres émeégées, nourrit 75 % de la population mondiale.

La prééminence des mers, la structure des continents, la répartition des hommes, des ressources et des industries déterminent des faisceaux de communications maritimes dont les troncs principaux sont en nombre réduit. Le plus important

(1) C'est-à-dire depuis que les progrès de la navigation hauturière ont permis, aux forces navales, une stratégie qui ne se limite pas à un corollaire marginal de la stratégie navale.

réunit, à travers l'Atlantique nord, les régions les plus évoluées : l'Europe occidentale, l'Amérique septentrionale et lance une ramification vers Panama. Le deuxième emprunte la coupure Méditerranée-Mer Rouge et longe ensuite l''Asie du Sud-Est par Colombo et Singapour pour assurer la liaison entre les industries européennes et les matières premières ou clientèles orientales et extrême-orientales. Le troisième, après avoir frôlé les côtes Ouest de l'Europe et Nord-Ouest de l'Afrique, se divise en deux faisceaux divergents : l'un vers l'Amérique du Sud, l'autre vers le Cap d'où il se dirige sur l'Australie après avoir offert une voie de secours vers l'Afrique Orientale et l'Asie du Sud-Est en cas d'obstruction du canal de Suez. Le Pacifique est, par ailleurs traversé par un faisceau réunissant Panama et l'Amérique du Nord à l'Asie par les Hawaï et Wake ; des premières, se détachent quelques lignes vers l'Océanie.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la folle politique de Roosevelt a laissé se constituer un monstrueux état soviétique de 22 millions de km2 et 200 millions d'hommes occupant tout le nord de l'Ile Mondiale, couvert, à l'Ouest, par une chaine d'états satellites, à l'Est, par son alliance avec l'immense Chine soviétisée et en dépit de son gigantisme, très à l'écart des grands courants de circulation maritime. Depuis le début du XVIIe siècle, il est sans exemple qu'un peuple continental ayant conscience dêtre une grande puissance n'ait pas été fortement attiré par la mer ; ce fut le cas de l'Espagne, de la France, de la Russie de Pierre-le-Grand, de l'Allemagne de Guillaume II ; c'est aujourd'hui celui de l'U.R.S.S. Or, le volume et le poids de celle-ci sont tels que, si elle atteignait largement les Océans, elle serait la maîtresse du Monde. Les U.S.A. qui ont relevé l'Angleterre comme « leader » des puissances maritimes, sont donc contraints de l'en empêcher pour lui interdire l'hégémonie mondiale et naturellement amenés à appuyer et défendre les nations insulaires et celles de la façade maritime de l'Eurasie menacées par cette expansion.

Dès que le champ de la stratégie est devenu mondial, celle-ci a du s'aviser que la terre était ronde et que l'Amérique du Nord faisait face au domaine soviétique dans trois directions à travers trois océans : l'Atlantique, le Pacifique et l'Arctique. Une guerre mondiale future embrasserait trois immenses zones, de caractères différents et relativement indépendantes : celles de l'Atlantique et du Pacifique, séparées, d'une part, par les Montagnes Rocheuses, l'isthme de l'Amérique centrale et la Cordillière des Andes, d'autre part, par les Monts

Oural, la Caspienne, le désert d'Arabie et les montagnes de l'Est africain, celle de l'Arctique circonscrite par le Cercle polaire. La première seule nous intéresse en ce moment et c'est dans son cadre qu'il convient de situer l'Afrique du Nord-Ouest.

II. La position de l'Ile de Berbérie.

L'Europe qui, dans une guerre mondiale future, serait le principal théâtre et l''enjeu de la zone atlantique parce qu'elle borde et commande les principaux faisceaux de communications maritimes et parce qu'elle porte les avant-postes américains avec leurs radars, leurs aérodromes, leurs bases avancées, n'est, en somme qu'une assez grêle péninsule à l'extrémité occidentale de l'Eurasie. Mais c'est une péninsule très peuplée (54 habitants au km2 contre 28 à 6 dans les autres parties du globe) par des populations très évoluées, exceptionnellement fertile, industrialisée et quadrillée de communications ; son tracé est, en outre, extrêmement complexe et partout entaillé par les mers qui en ont détaché des îles, y ont découpé des péninsules tendues comme des appels vers les thalassocraties, l'ont bordée de détroits, points de passage obligés pour les flottes de guerre comme pour les lignes commerciales et ont fait, schématiquement, une suite d'isthmes qui offrent, en fait, des itinéraires de portage et, en guerre, des axes favorables aux offensives amphibies. .

Deux poches marines s'enfoncent profondément dans la masse continentale et pénètrent même le domaine soviétique ; au Nord, la Baltique ; au Sud, la Mer Noire ; elles sont toutes les deux fermées par des détroits qui s'insèrent entre des presqu'îles : d'une part, le Sund sépare la Scandinavie du Danemark ; d'autre part, le Bosphore et les Dardanelles coupent la péninsule balkanique de l'Anatolie. Le littoral qui réunit ces deux régions extrêmes comporte d'autres excroissances s'avançant plus ou moins loin dans 'les flots : la Hollande, la Normandie, la Bretagne, l'Ibérie, l'Italie et, dans leurs intervalles se succèdent, du Nord au Sud, des isthmes de plus en plus étroits et généralement soulignés par des vallées fluviales que suivent non seulement des voies d'eau quasi-continues mais encore de grandes communications ferrées ou routières qui ont joué des rôles considérables dans l'histoire des pays traversés :

1) L'isthme russe, large de 1.500 kms, réunit la Mer Noire à la Baltique par le Dniepr et la Dvina ;

2) L'isthme polonais (1.400 kms) assure la même fonction et, d'Odessa à Dantzig, est dessiné par le Dniestr et la Vistule ;

3) L'isthme allemand (1.200 kms), de Trieste, rejoint l'Elbe par les cols des Alpes autrichiennes pour aboutir à Hambourg ;

4) L'isthme rhénan (1.000 kms), de Gênes à Anvers, Amsterdam et Rotterdam emprunte les cols suisses puis accompagne le Rhin ;

5) L'isthme français (900 kms) unit Marseille au Havre par les vallées du Rhône et de la Seine ;

6) L'isthme aquitain (400 kms, Sète à Bordeaux par l'Aude et la Garonne. Perpendiculairemnt à ces transversales qui, en face des techniques modernes, offrent des obstacles de moins en moins efficaces, la grande plaine de l'Europe septentrionale borde les rives de la Baltique, de la Manche, de l'Atlantique et se prolonge jusqu'aux Pyrénées en dessinant un large et facile couloir dont l'axe, d'Est en Ouest, coïncide avec celui des grandes invasions et, dans les deux sens, avec ceux des grandes offensives des deux guerres mondiales.

Les côtes atlantiques comme méditerranéennes de l'Europe sont suivies, à relativement faibles distances, par un chapelet d'îles nombreuses, petites ou grandes, parmi lesquelles il convient d'inclure l'Afrique du Nord-Ouest ou Berbérie qui, comprise entre la Méditerranée occidentale et le Sahara, l'Atlantique et le golfe des Syrtes, est, stratégiquement, une île ; les géographes arabes du Moyen-Age l'appelaient d'ailleurs « Djezinat el Mogreb », l'île de l'Occident.

La position insulaire comporte, en soi, des avantages militaires surtout tactiques et défensifs puisque l'adversaire continental n'y peut prendre pied que par des opérations aéronavales qui ne sauraient être lancées qu'après la conquête de la frange littorale et avec la maîtrise, au moins locale, de l'air et de la mer. Une île, même de faibles dimensions, isolée au milieu de vastes espaces océaniques peut être précieuse comme escale, base aérienne ou centre de rayonnement des bâtiments chargés de la surveillance maritime ; mais les petites îles situées à faible distance des rivages continentaux sont, devant les moyens d'attaque contemporains, beaucoup plus vulnérables qu'autrefois : les Anglais n'ont même pas tenté de défendre Jersey, Guernesey et Aurigny en 1940 ; Lampédouse et Pantelleria ont été enlevées en un tour de main en 1943 ; il est hors de doute que malgré ses fortifications, Malte eut succombé à l'été 1940 si Hitler avait consenti, aux Italiens, l'appui massif de son aviation ; la Crête, en dépit de ses di-

mensions, est tombée devant le premier assaut aéro-naval en 1941 et, de même, la conquête de la Sicile s'est révélée relativement aisée en 1943. Par contre, une grande île capable d'assumer les rôles de : centre de rassemblement d'armées, base de puissantes escadres, plate-forme aérienne aux pistes multiples et dispersées et base logistique avancée, gardée, contre une invasion amphibie, par la supériorité aérienne et navale, prend une immense valeur stratégique et offensive. Ce fut et ce serait le cas de la Grande-Bretagne qui servit de base de départ au débarquement normand, qui surveille le faisceau des communications nord-atlantiques, qui commande, en second échelon, les débouchés de la Baltique en contrôlant le Pas-de-Calais et les passages au Sud de l'Islande dont le mauvais temps, les places et les champs de mines font de véritables détroits.

Or, un examen un peu attentif de la carte révèle que par son ordre de grandeur et sa situation stratégique, l'île de Berbérie est rigoureusement symétrique de la Grande-Bregne. Elle est à la fois méditerranéenne et atlantique et, comme telle, située au carrefour du tronc Gibraltar-Suez et du double faisceau Europe-Amérique du Sud, les deuxième et troisième voies maritimes pour l'importance. Elle commande les communications transméditerranéennes entre Gibraltar et le détroit de Sicile (déviation de secours en cas d'intrusion massive de sous-marins en Atlantique-Nord) ; elle contrôle ces deux portes de la Méditerranée occidentale et barre ainsi en deuxième et troisième échelons les débouchés de la Mer Noire vers l'Atlantique. Elle est assez vaste et susceptible d'être aménagée pour servir de base de départ à de grandes armées terrestres, navales et aériennes. La campagne de 1943 a démontré qu'elle pouvait, par la Sicile, donner accès à l'Italie puis à l'isthme de Trieste, Elbe, Hambourg où Churchill eut voulu voir pousser l'effort principal des Occidentaux. La campagne de 1944 a prouvé non moins clairement qu'après l'occupation de la Sardaigne et de la Corse, elle permettait une action convergente avec un débarquement venu d'Angleterre sur l'isthme marqué par le Rhône et la Seine. L'amitié des Baléares lui ouvrirait un débouché dans l'isthme aquitain, le plus étroit d'Europe.

Tels sont les avantages stratégiques qu'offre la situation de l'île de Berbérie. Ils sont considérables mais virtuels. En stratégie comme en tactique, il ne suffit pas d'occuper une position, même très avantageuse ; il faut pouvoir et vouloir en faire usage et, dans le cas étudié ,cela dépend des multiples fac-

teurs, de géographie physique et humaine qui font la personnalité de l'espace nord-africain.

III. L'espace nord-africain.

Jadis, on contrôlait de vastes zones maritimes en installant, sur les détroits, à des extrémités péninsulaires ou dans de petites îles, des bases navales fortifiées. L'Angleterre du XIX' siècle s'en était assurée la plus remarquable collection : Gibraltar, Malte, Aden, Singapour, Hong-Kong... et avait réussi à écarter les autres grandes puissances de celles qu'elle n'avait pu saisir : Istamboul, Copenhague, Tanger... Mais les moyens d'attaque contemporains ont provoqué un changement d'échelle ; je l'ai déjà indiqué en ce qui concerne les îles, il en est de même pour les bases continentales ou péninsulaires : Hong-Kong et Singapour ont été facilement enlevées et il est certain qu'il en eut été de même pour Gibraltar si l'Espagne était entrée en guerre ; les Belges, en 1940, n'ont même pas tenté de tenir dans Anvers ; seule Sébastopol, farouchement défendue, a résisté 345 jours. De notre temps, ce sont de vastes régions avec toute leur surface, leurs communications, leurs ressources démographiques, économiques, industrielles qui peuvent assurer le contrôle des mers ; pour surveiller la Chine, les USA ne comptent pas sur Hong-Kong mais sur la grande île de Formose ; ce n'est plus Istamboul qui commande le Bosphore et les Dardanelles, c'est la Turquie doublée par la Grèce ; ce n'est plus Copenhague qui barre le Sund, ce sont la Scandinavie et le Danemark ; ce ne sont plus Malte et Gibraltar qui ferment la Méditerranée occidentale, c'est l'île de Berbérie jumelée, d'une part avec la Sicile, d'autre part, avec l'Espagne.

L'ensemble administratif Algérie-Tunisie-Maroc a une superficie de 2.700.000 km2 avec une population de 24 millions d'âmes ; mais c'est, dans une large mesure, une apparence. Si l'Egypte est un don du Nil dont l'eau fertilise un couloir dans le désert, la Berbérie est un don de l'Atlas qui attire des pluies d'ailleurs mal réparties dans le temps et l'espace et d'abondance décroissante du Nord au Sud, de telle sorte que sa surface utile est déterminée par un front de mer de 3.000 kms (littoral atlantique : 800, méditérranéen du nord : 1.600, méditérranéen de l'est : 600), doublé par deux bandes successives mais irrégulières et imbriquées : le Tell, pays des

arbres et des cultures et la steppe, pays des graminées et de la vie pastorale, dont la largeur totale varie de 150 à 200 kms ; soit une surface de 629.000 km2 peuplée de 20 millions de Berbères plus ou moins arabisés mêlés de 3 millions d'Européens et de Juifs (36,5 habitants au km2). Le relief est un complexe de plaines littorales exigues en Algérie, beaucoup plus vastes aux extrémités (surtout au Maroc) et de massifs montagneux formant des comportements contrastés, de valeurs très inégales, sans vallées convergentes ; ce qui, dans le passé, a voué ces pays au morcellement politique, à l'exception toutefois du Maroc qui, entre l'Océan et l'Atlas, offre un cadre de vie nationale mais qui, par son prolongement du Maroc oriental, s'est, néanmoins, toujours trouvé mêlé aux affaires algériennes. Comme, d'un bout à l'autre de la Berbérie, on trouve les mêmes formes d'un relief orientant de préférence la circulation d'Est en Ouest et inversement, les mêmes populations, les mêmes modes de vie, toutes les fois qu'une domination s'y est établie, elle a tendu à s'étendre ou s'est étendue à la contrée tout entière ; c'est ce qui est arrivé à la France.

Sous l'autorité française, ces pays ont fait d'immenses progrès que souligne l'augmentation rapide de leurs populations autochtones d'ailleurs insuffisamment évoluées et encadrées, mais la densité reste faible car la fertilité comme les ressources minières sont, dans l'ensemble, médiocres et l'industrie métallurgique inexistante. Du point de vue stratégique les communications sont beaucoup plus satisfaisantes. Trois bases navales bien équipées jalonnent le littoral : Bizerte, Mers-el-Kébir, Casablanca maintenant doublée par les installations américaines d'Agadir et Méhdia. On trouve, en Tunisie et Algérie, de bons terrains d'aviation et les USA installent, au Maroc, quatre bases aériennes tout à fait modernes. La longueur du réseau ferré assure 9.000 kms, soit 1 km pour 69 km2, à peu de chose près la densité de la Russie d'Europe. La valeur et la densité du réseau routier dépassent ceux de l'U.R.S.S. et des pays du Sud-Est européen.. Mais les avantages stratégiques d'une île sont peu de chose si le peuple insulaire n'a ni le nombre, ni les qualités, ni les ressources, ni les capitaux qu'il faut pour les exploiter ; pour un faible (et c'est le cas de la Berbérie réduite à ses propres moyens), l'excellence de la position peut devenir un terrible danger. L'Angleterre a du sa grandeur à sa situation insulaire mais nombreuses sont les îles qui n'en ont tiré que des malheurs ou qui ont vécu dans la médiocrité. Toute l'histoire mondiale nous

montre que la Berbérie n'y a joué qu'un rôle effacé et intermittent et n'est sortie de la stagnation, de l'obscurité ou de la misère que sous l'impulsion de conquérants : Carthage, Rome, les Arabes qui emmenèrent les Berbères à la conquête de l'Espagne et de la France méridionale et même les Turcs qui suscitèrent cette activité, certes néfaste, mais qui était l'amorce d'un rôle extérieur : la piraterie barbaresque.

La Berbérie est une et sa position géostratégique, exceptionnelle. A peine l'affaiblissement de la France, sa tutrice, s'était-il manifesté que les USA y prenaient pied. A peine l'autorité française y fut-elle ébranlée que la Ligue Arabe, d"ailleurs bien mal pourvue pour achever son équipement et en tirer parti, en fit l'objet de ses ambitions avec l'approbation et l'aide d'un candidat plus lointain mais bien autrement puissant et efficace : l'URSS.

L'allégeance à la France avait donné, à l'Afrique du Nord-Ouest, une place dans le cadre occidental des puissances maritimes ; c'était sans doute la moins périlleuse qu'elle put trouver au milieu de notre Monde dangereux.. Dans toute la mesure où elle s'éloignera de nous, elle affaiblira l'Occident sans bénéfices pour devenir une proie anarchique et disputée..

Jean PERRÉ.

WASHINGTON DEVANT L'IMPASSE EUROPÉENNE

La politique « européenne » est, depuis des mois, dans une impasse totale. Son échec est la preuve éclatante des contradictions insurmontables que nous avons été les seuls dans cette revue, à souligner entre la politique « atlantique » dans le cadre de laquelle on a voulu jusqu'à maintenant poursuivre l'unification de l'Europe et les exigences fondamentales d'une politique authentiquement européenne telle que nous l'avons définie dès notre premier numéro. En effet, non seulement la politique « atlantique » n'a pas permis, ce qui ne nous surprend pas, la constitution d'une communauté des nations européennes indépendante et forte, libérée des influences économiques et idéologiques étrangères, discutant librement ses alliances et capable d'imposer sa neutralité militaire, *mais encore elle a jusqu'à maintenant rendu impossible la réunification de l'Allemagne, sans laquelle il n'y a pas d'Europe, ni de paix dignes de ce nom.*

Pour sortir de cette impasse les Etats-Unis en sont réduits, en dépit des déclarations officielles, à choisir entre la politique définie par l'Ambassadeur George Keunan qui consiste à dégeler la situation européenne en acceptant la neutralisation de l'Allemagne et une politique entièrement nouvelle consacrant la division actuelle de l'Allemagne mais comportant en échange une solution « titiste » pour les Etats satellites.

La première politique, qui a l'appui de l'ancien président Truman et qui constituera la « plate-forme » de politique extérieure du parti démocrate lors des prochaines élections, a de fortes chances, en raison de la personnalité de son inspirateur, de devenir à terme la politique officielle des Etats-Unis. Quant à la seconde, il est inutile de souligner ce qu'il y a d'illusion dans les perspectives qu'elle dégage, surtout après les déclarations faites par Tito lui-même à Moscou. Elle a pourtant provoqué assez de spéculations pour inspirer l'éditorial suivant au journaliste Hans Fleig dans le journal suisse Die Fat. *Cet éditorial a provoqué une certaine émotion en Alllemagne où Hans Fleig est très connu des milieux nationaux.*

Ces solutions aléatoires qu'on a soigneusement cachées au public français soulignent cruellement la faillite de la politique suivie avec obstination depuis près de dix ans par le Département d'Etat et le chancelier Adenauer.

L'opinion publique allemande a d'ailleurs de plus en plus conscience de cette faillite et elle pourrait bien ne pas rester

sans réactions devant l'idée lancée tout récemment par le chef de l'opposition libérale Monias Dehler à un referendum sur l'ouverture de négociations germano-soviétiques en vue de la réunification,

« Pendant quelques années, depuis la note adressée en mars 1952 par Staline sur l'Allemagne aux puissances occidentales, le problème de la réunification allemande est demeuré au centre de la politique internationale. Sans solution de la question allemande, la guerre froide semblait ne devoir jamais finir. Depuis la conférence de Genève, à l'automne 1955, le monde sait que ce raisonnement s'est avéré faux. La « détente » a fait depuis 1955 des progrès énormes bien qu'aujourd'hui la solution de la question allemande soit plus éloignée que jamais depuis mars 1952 et que chacun soit conscient de ce que le problème allemand ne puisse plus être résolu dans un avenir prévisible en particulier parce que le gouvernement fédéral n'est toujours pas décidé à apporter une contribution rentable à la solution de ce problème.

Le Gouvernement d'Allemagne occidentale s'accomode fort bien, comme on le sait, de cette attitude négative. Il affirme suivre la seule voie menant à la réunification, mais l'évolution de la situation européenne transforme ses affirmations en autant de mensonges.

Au cours de ces dernières années les choses ont en effet évolué tandis que Bonn restait immobile dans l'attente d'un miracle. En recourant à de vastes manœuvres de débordement la politique soviétique est parvenue à créer de nouveaux centres de gravité dans le dialogue international. Il est très significatif de suivre en particulier l'évolution des négociations sur le désarmement. Tandis qu'à Bonn le réarmement cheminait lentement, Moscou et les capitales occidentales se tournaient vers le désarmement. Aujourd'hui les choses sont allées si loin que le désarmement est devenu une condition de la réunification allaemande alors qu'à Bonn on continue de marcher, dans la confusion, sur le chemin du réarmement suivant en cela des ordres de route périmés.

Les puissances occidentales : la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis ont fait savoir, avec toute la clarté nécessaire, qu'elles étaient prêtes à un « Fair deal» avec les successeurs de Staline, quand bien même l'Allemagne ne serait pas l'objet de ce grand accord. Certes la conviction subsiste que les Russes ont à fournir une compensation en Europe. Mais sur le plan européen le problème allemand ne constitue plus le seul élément de cette compensation.

Le glissement politique dans les Etats d'Europe orientale déclanché consciemment et commandé par Moscou a montré au monde entier où se trouve la grande alternative de la réunification de l'Allemagne : en Europe orientale.

Ainsi apparaît pour la première fois une solution de rechange. Tant que la réunification de l'Allemagne restait au centre de la politique internationale l'opinion prévalait selon laquelle une solution de ce problème signifierait la renonciation définitive à poser le problème de la soviétisation de l'Europe orientale, de la domination directe de Moscou à Varsovie, Prague, Budapest et Bucarest. A Londres, à Paris et même à Washington on convenait de ce que la réunification de l'Allemagne signifiait pour la Russie la réapparition d'un danger potentiel d'une ampleur telle qu'il ne pouvait être compensé que par une reconnaissance du statu quo en Europe orientale de la part des puissances occidentales. Aujourd'hui ce danger paraît écarté. La grande alternative de l'Europe orientale vient se placer au premier plan de l'actualité et l'idée fondamentale suivant laquelle une réunification de l'Allemagne légitimerait un besoin de sécurité accru de la Russie en Europe orientale se révèle à double tranchant :

Si la Russie soviétique ne doit plus craindre une réunification de l'Allemagne elle peut en effet dans une très large mesure diminuer ses exigences de sécurité en Europe orientale et puisqu'elle conserve son hypothèque sur l'Allemagne orientale ses avances en ce sens ont déjà été faites ; du côté russe par les relâchements sensationnels sur les états satellites, du côté américain par les déclarations, auxquelles on a malheureusement prêté trop peu d'attention chez nous, du Secrétaire d'Etat Dulles faites le 24 avril et dans lesquelles il saluait l'apparition de régimes communistes nationaux dans les Etats d'Europe orientale comme un grand progrès. Ces déclarations ne laissent planer aucun doute sur le fait que les Etats-Unis accepteraient comme base de discussion pour un règlement général une évolution en Europe orientale sur le modèle de la Yougoslavie. L'Allemagne a eu, pendant des années, la chance unique de voir son problème vital au centre de l'attention internationale. Elle a volontairement laissé passer cette conjoncture favorable sans en tirer parti. Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui la grande alternative que pose l'Europe orientale, demeurée longtemps dans l'ombre de la question allemande, apparaisse sous un jour nouveau.

Hans FLEIG.

Les Livres du Mois

MAURICE BARDÈCHE. — « *Les Temps Modernes* », (Ed. des Sept Couleurs).

Que l'on s'entende bien là-dessus, l'amitié n'a aucune part dans ce qu'on va dire : Si le livre de Maurice Bardèche nous avait paru médiocre, on ne le dirait sans doute pas brutalement. On ne dirait pas non plus le contraire. Or nous disons que *Les Temps Modernes*, son dernier livre, est un des plus beaux et des plus passionnants qu'il ait fait. Magnifiquement écrit, riche de mille et une contradictions, il s'empare de l'imagination et de la réflexion, les prend à bras le corps et les force à se débattre.

Maurice Bardèche part de cette constatation que les temps actuels ne le rendent pas heureux, que l'euphorie que l'on veut nous imposer est trompeuse, que les événements s'enchaînent et que les désastres sont la suite bien normale de ce qui les a précédé. Et il entreprend de remonter la chaîne des causes.

Cinq parties : une description des régimes modernes, une mise à jour des deux piliers sur lesquels ils reposent, les idéologies et l'argent, l'analyse des modes subtils de domestication et une tentative pour apercevoir les horizons de la décadence. L'analyse est brillamment menée et entraîne la conviction. Personne ne pourra nier qu'est aperçue là une évolution profonde du monde que par insouciance et par mollesse on ignore habituellement et qui est cependant d'une importance tout à fait capitale. Le ton de Maurice Bardèche a beaucoup changé. Il cesse de s'en prendre avec colère au passé immédiat pour tenter de changer le présent. Tout se passe comme s'il avait presque désespéré de modifier quoi que ce soit et se contentait d'observer le flot qui passe en se demandant enfin pourquoi celui-ci se refusait obstinément à lui renvoyer son image. L'analyse qu'il fait des régimes modernes est très modérée et très sage. Il montre les gauchissements qui se sont introduits peu à peu dans un régime qui, fut-il parlementaire, ne les postulait en aucune manière. Le choix constant des gouvernants parmi les parlementaires aboutit à former une caste à part de privilégiés. Ceux-ci se trouvent recrutés par cooptation grâce à des puissants partis nés d'une situation de fait. Ces partis à leur tour ont besoin d'argent. Que peuvent-ils vendre ? Leur influence. Tout se tient.

L'analyse est irréfutable. Mais la maladie est-elle guérissable ? Nous disions le livre riche de contradictions. Il n'y a pas là la moindre ironie. Pour les natures divisées contre elle-même, la contradiction est souvent signe de la recherche d'une plus grande clarté. Et ici est d'une nature divisée aussi bien le sujet même, la politique, que celui, quelqu'il soit, qui porte une si grande passion à la politique.

Maurice Bardèche condamne les idéologies mais le nationalisme qu'il défend ressemble fort à une idéologie. Il le reconnait par instant, avouant la contradiction inhérente à tout nationalisme, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de nous souvenir que l'internationale des nationalismes a parfois été vécue comme une idéologie. Il y aurait là une charnière à examiner de près.

Maurice Bardèche cherche un point d'appui mais tout se dérobe. A mesure qu'il tourne les yeux autour de lui, le terrain s'effrite et s'effondre. C'est finalement l'époque même qui est mauvaise. On est parti des régimes, mais le livre s'appelle *Les Temps Modernes*. De mon temps... de mon temps...

Ceux dont se rapproche Bardèche, c'est Bernanos, c'est Péguy plus amer. Ce qu'il attend c'est un monde « charnel », mais on ne croit pas que la politique soit jamais un moyen de l'atteindre. Il a pris le mauvais instrument. L'idéologie dénature le sentiment, écrit-il. Peut-être parce que le sentiment lui demande trop. Cet état « organique » de la Société, peut-être n'existe-t-il que lorsqu'on ne le recherche pas trop.

Le sentiment du « charnel » — on dirait presque la sensation — tient à une bonne coïncidence des centres de son monde intérieur et du monde extérieur, que l'on pourrait dire politique. Que l'on pardonne ces allusions ésotériques, mais ce n'est tout de même pas pur hasard si tant d'esprits qui ont à un moment donné trop attendu de la politique doivent revenir à ces vérités d'un autre ordre.

Que l'on imagine un instant le breton qui s'est vu annexé à l'Ile de France grandissante par ce gouvernement de Paris souvent plein d'étrangers, qui s'est vu dépouillé jusque de sa langue par une centralisation délirante. Et cependant il a pu se reprendre quand il a mieux accepté son nouvel univers. Et cependant tout le monde a peut-être perdu en perdant une minorité ! Le problème est dans cette alternative.

Que l'on nous comprenne bien, nous ne critiquons en rien le livre de Maurice Bardèche. Nous en partageons toutes les vues. Nous pensons seulement que l'analyse n'est pas menée jusqu'au bout. Que l'on ne dise pas non plus : Et les solutions ? Ce serait une ânerie. Se résigner n'est pas davantage une solution. Il faut poser ces problèmes. Maurice Bardèche le fait avec un immense talent,

une admirable volonté d'y voir clair et de ne pas rester passif devant un monde qui ne lui paraît pas excellent.

C'est un livre passionnant et beau comme les justes efforts d'un homme. L'écriture s'en ressent, qui est drue, pleine d'images familières, bondissant sur une idée, puis flânant sur une évocation heureuse. A elle seule, elle ferait comprendre le sentiment de ces gens de mer d'autrefois qui aimaient à la fois le village qu'ils avaient laissé et les continents qu'ils allaient découvrir.

Puissent venir à nouveau ces temps modernes de jadis où l'on abordait sans tristesse à des terres nouvelles.

Bernard VORGE.

BENOIST MÉCHIN

« *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident* »

(Ed. Albin Michel)

Benoist Méchin était l'historien des résurrections, Allemagne, Turquie, Arabie ; le voici maintenant historien d'une décomposition et d'une des plus extraordinaires qui fut. En trois volumes, il nous fera revivre l'histoire des soixante jours qui, du 10 mai au 10 juillet 1940, ont suffi pour anéantir nos armées et balayer nos institutions. Deux tomes sont déjà parus : La bataille du Nord (10 mai-4 juin) et la bataille de France (4 juin-25 juin). Le troisième relatera la fin du régime (26 juin - 10 juillet).

Benoist Méchin nous dépeint au début la préparation de l'Allemagne, remontée comme un mécanisme d'horlogerie, le drame ahurissant de l'impréparation française, puis il n'a plus qu'à laisser aller les événements qui produisent infailliblement leurs conséquences. Aucun effet d'écriture. Il reprend chaque jour d'une époque bourrée de drames et décrit la situation militaire puis la situation politique. Devant chaque événement d'importance, il laisse successivement la parole à tous les témoins qui laissèrent notes ou souvenirs. Il puise à toutes les sources. Là encore il ne blâme ni n'approuve, il raconte. Ce prodigieux travail de documentation et de synthèse se lit comme de vieux numéros de « L'Illustration », défile comme un film d'actualités. On retrouve avec une sorte de plaisir des personnages et des lieux non point oubliés mais à peine endormis dans le souvenir. On

revoit toutes les scènes de l'effarant effondrement d'un pays que son régime avait rongé et miné jusqu'à n'en plus laisser subsister qu'une façade. Le désordre et la paralysie du côté français forment un contraste hurlant avec la puissance et la précision du dispositif allemand. Les personnages sont saisis avec une vérité impitoyable : Paul Reynaud, obsédé par l'Angleterre, Mandel, poisson guettant sa proie, Spears tout puissant dans les Conseils de la République, ayant accès à tous les services, à tous les secrets, de Gaulle, déjà acteur, bouffi d'orgueil et borné comme aux plus beaux jours. Ce qui frappe peut-être le plus, c'est l'ampleur du désastre, la folie qu'il y avait eu à déclarer une guerre dans les conditions où l'on se trouvait, et l'absence presque complète de l'aide anglaise.

Sans recherche, sans effet oratoire, en utilisant les mémoires de Churchill, de de Gaulle, de Weygand, etc..., Benoist-Méchin nous fait voir enfin sérieusement les *faits* sur lesquels ceux-ci ont disputé. Il en ressort une leçon de réalisme qui est bien rafraîchissante en face de tous les picrocholes entraînés par leurs propres discours.

Benoist-Méchin nous a encore une fois donné un magnifique ouvrage qu'il faut vite lire. Nous attendons déjà impatiemment le troisième volume.

HENRI MASSIS

« *L'Occident et son destin* »

(Ed. Bernard Grasset)

Lorsqu'Henri Massis publia en 1925 son ouvrage intitulé « Défense de l'Occident », celui-ci fit quelque bruit et parut devoir être l'axe autour duquel tournerait toute la pensée de son auteur. Henri Massis semble confirmer aujourd'hui cette vue en publiant « L'Occident et son destin ». Il s'agit là de la réédition de « Défense de l'Occident » encadrée de quelques autres textes ayant trait à la menace soviétique et aux systèmes impérialistes de pensée qui menaceraient l'échelle de valeurs à laquelle nous sommes habitués : « Découverte de la Russie » (appelée ici « L'Empire soviétique ») et une « Histoire de dix ans » couvrant les années 1945 à 1955.

Henri Massis découvrait en 1925 les menaces sournoises qui s'infiltraient pour miner de l'intérieur les *valeurs occidentales*. Les textes postérieurs semblent vouloir trouver la confirmation dans les *faits* de ces prévisions, c'est la force soviétique qui maintenant fait courir le risque le plus grave, c'est une organisation poussée jusqu'à ses dernières conséquences.

Mais d'une considération à l'autre, un glissement s'est produit Dans « Défense de l'Occident » ce que redoute par dessus tout l'auteur, c'est un mode de pensée, un flou, une vapeur embrumant les concepts qui lui semblent le breuvage dégradant qu'Ulysse avait héroïquement refusé à l'aube de la civilisation méditerranéenne. L'on pourrait faire remarquer à Henri Massis que les concepts mêmes qu'il manie, asiatisme, slavisme, latinisme, sont ceux de ceux qu'ont toujours aimé les pensées qu'il combat. Ce type de considération sur le destin des cultures également. Le type de plaisir ou d'affolement que cela procure de même.

Ce manque de contours nets des notions employées conduit à un raisonnement *par contamination* qu'il rejetterait chez tout autre. L'Orient c'est l'Inde, mais c'est aussi la Russie, et l'Allemagne encore L'Amérique ce n'est plus tout à fait l'Occident. Il reste une civilisation méditerranéenne qui ne s'incarne plus dans des formes bien précises.

Ces objections sont, au fond, celles que serait tenté de faire un jeune homme d'après-guerre au « Défense de l'Occident » de 1925. Pour nous, les mots même ont changé de sens. Cette « défense de l'Occident » dont nous nous réclamons aujourd'hui ne se joue plus sur la même frontière. Et Massis s'en rend compte en désignant le monde communiste comme le danger capital, il retrouve à la fois des préoccupations qui nous sont communes et un langage qui nous est plus familier. C'est ce qui nous permet alors de goûter sans arrière-pensées ce livre brillant et ferme, riche en points de vue féconds d'une information très sûre, d'un jugement souvent profond, qui relie des positions d'avant-guerre qui nous semblent souvent dépassées mais que l'auteur n'a pas voulu travestir, et des réactions d'après-guerre dont nous nous sentons beaucoup plus proches.

Bernard VORGE.

A CHRISTIAN VIEW ON SEGREGATION

by Rev. G. T. GILLESPIE

(Synod of Mississippi of the Presbyterian Church.)

Les démocrates chrétiens anti-colonialistes et qu'indigne la pensée de maintenir la pureté des races existantes proclament volontiers qu'il est anti-chrétien d'ouvrir deux guichets d'accès aux chemins de fer alors qu'une porte seule permet l'entrée au Ciel. Argument simpliste qui impressionne les naïfs et leur permet de se joindre à la campagne mondiale contre les Blancs d'Afrique du Nord et du Sud et contre ceux de la « Dixie land » des Etats-Unis !

Un théologien protestant du Mississippi en juge autrement. Partant de ce principe que la ségrégation n'est pas le fruit de la haine raciale, il montre qu'elle favorise le progrès, puisqu'elle permet à chacun des groupes ethniques voués au contact de préserver ses traditions politiques, sociales et quelquefois même religieuses.

Ses arguments tirés de la genèse et du Deutéronome sont peut-être d'une valeur inégale. Ils permettent, en tous cas, de se rendre compte que le Créateur n'a certainement pas voulu la confusion des races et des langues et que l'on ne saurait invoquer aucun principe de théologie contre les gouvernements soucieux de préserver la pureté et le prestige de la race blanche.

G. O.

Adrien ARCAUD

LE CHRISTIANISME A-T-IL FAIT FAILLITE ?

(Service Canadien de Librairie

Casier postal 212, *Station E, Montréal, Canada)*

Reprenant une fois de plus l'analyse des forces qui ont miné la civilisation chrétienne : Franc-Maçonnerie, sionisme, capitalisme apatride et communisme, le vigoureux polémiste canadien Arcaud, certainement connu de longue date de beaucoup de nos lecteurs, conclut à la nécessité de la renaissance du corporatisme et de la formation de véritables chefs, capables de redonner vie au corporatisme.

Une œuvre utile qu'il serait bon de méditer.

G. O.

AU TEMPS DES LIGUES (II)

Paul Marion et le " Complot de l'Acacia "

Paul Marion dont la curiosité d'esprit dépassait maintenant, et de fort loin, l'horizon des sections du Parti Socialiste, eut des entretiens avec de jeunes militants d'Action Française. C'est ainsi qu'il connut Claude Jeantet. Il n'avait sans doute pas, à l'époque, d'idée encore très précise de ce qu'il voulait faire, il en était à une phase d'information, mais le projet de regroupement qu'il essaierait de réaliser l'année suivante, trop et mal connu sous le nom de « complot de l'Acacia » dont les commissions d'Enquête parlementaires sur les événements du 6 Février 1934 s'occupèrent ultérieurement sans y rien comprendre, était, à tout le moins en germe, dans son esprit.

Il agissait ainsi en plein accord avec un dissident du Parti Communiste, ex-directeur de l'éphémère Banque Ouvrière et Paysanne, Victor Arrighi, lequel était aussi, le hasard faisant bien les choses, un de mes anciens camarades d'école primaire. Je ne crois pas qu'aucun homme ait eu plus d'influence sur Marion que Victor Arrighi qui avait su se tailler une situation confortable dans les grandes affaires de phosphates d'Afrique du Nord.

D'une intelligence aigüe, ce Corse un peu gras, comme tant de cardiaques, possédait un génie tout italien des subtilités politiques et nul doute qu'il eut fait une carrière éclatante dans la vie publique s'il n'avait été aussi sensible au confort et aux facilités de la vie bourgeoise. Orateur magnifiquement doué, il avait suivi, tout comme Marion lui-même ,les cours de formation léniniste de Moscou et c'est peu dire que Marion subissait l'influence d'Arrighi, puisque plus tard je l'ai entendu, au moment d'une des crises du P.P.F., affirmer : « Arrighi c'est mon chef », signifiant ainsi qu'il préférait suivre Arrighi plutôt que Doriot.

J'attribue à Victor Arrighi le mouvement décisif de l'évolution de Marion, les deux premiers ayant suivi la constatation de la persistance des nationalismes et du refus op-

posé par les classes moyennes à la prolétarisation. Il s'agissait cette fois d'accepter le principe du chef. J'y aidai sans doute pour ma part, en soulignant que si la dictature des masses était atroce pour l'individu, celle d'un chef bien informé était tout au contraire des plus légères.

Mais revenons à notre propos, c'est-à-dire aux ligues de l'année 1932.

A la vieille « Ligue des Patriotes » de Déroulède que Maurice Barres avait encore animée, péniblement, jusqu'à la guerre, et qui n'existait plus qu'à l'état de curiosité fossile, témoin d'une époque périmée, s'était pratiquement substituée « les Jeunesses Patriotes », fondées et dirigées par Pierre Taittinger, député de Paris, élu de la circonscription des halles, où il perpétuait la tradition d'un nationalisme parisien volontiers turbulent.

« Les jeunesses Patriotes » se recrutaient aussi en majorité parmi les étudiants, mais son caractère bourgeois était nettement plus accentué que celui de l'Action Française. Roger de Saivre en était alors le secrétaire général et il se montrait également sensible à ce courant qui poussait les éléments les plus jeunes à rechercher de nouveaux contacts et une mise en œuvre cohérente d'énergies et de bonnes volontés trop dispersées..

D'institution plus récente puisqu'elles dataient de 1928 et avaient eu François Coty pour mécène, deux organisations tranchaient par leur style sur toutes les autres : « La solidarité Française » et « les Croix de Feu ».

« La Solidarité Française » avait été créée pour imposer le respect des manifestations nationales trop souvent attaquées par les Communistes. A l'origine François Coty avait fourni à deux anciens combattants : Jean Renaud et Marcel Bucard le soin de les constituer. Mais ce dernier que j'avais bien connu à « l'Ami du Peuple », n'était pas disposé à partager avec qui que ce fut, la direction d'un semblable mouvement et ce fut Jean Renaud, brave homme et homme brave s'il en fut, qui demeura à la tête du groupement. Bientôt il mit sur pied pour la première fois en France de petites formations bien adaptées aux bagarres de rues et de réunions publiques, adoptant une tenue uniforme, chemise bleue et culotte de cheval. Le recrutement était cette fois franchement populaire, mais l'inspiration idéologique de la « Solidarité Française » était des plus courtes et il ne fallait pas trop compter sur Jean Renaud pour lui en fournir une.

En même temps qu'il subventionnait la « Solidarité Fran-

çaise » François Coty prodiguait fastueusement les fonds nécessaires à une nouvelle association, plus spécialement destinée aux anciens combattants ; « l'Association des Décorés au péril de leur vie », dont le premier président ne fut pas le colonel de la Roque, mais un personnage de farce moliéresque qui perdit très vite la faveur de Coty pour en avoir trop bien gagné d'autres...

Sous l'impulsion du colonel de la Roque, son nouveau président « les Croix de Feu », selon la magnifique dénomination nouvelle qui ne fut pas pour peu dans son succès, groupa bientôt par dizaines, puis par centaines de mille les anciens combattants écœurés, un peu tard, par la malfaisance d'un régime qui, en quelque dix ans, avait merveilleusement gâté tous les fruits de la victoire.

Préludant à l'affaire Stavisky qui éclata l'année suivante, une série de scandales : l'affaire Haneau, et la dernière en date des affaires Rochette, l'affaire Oustric, pour ne citer que les plus fameuses, où chaque fois l'épargne subissait de sévères ponctions, mettaient régulièrement en cause des parlementaires plus ou moins importants, voire d'anciens ministres et l'opinion rendue sensible par la crise économique qui atteignait la France à son tour, s'énervait et s'indignait. Cette décomposition de la France, visible dans tous les domaines, contrastait péniblement avec l'effort de redressement qui s'accomplissait depuis des années en Allemagne, et qui pour tout esprit lucide était à la veille de triompher. Les « Croix de Feu » en avaient conscience et leurs défilés, soit de protestation, soit d'hommage au Soldat Inconnu, qui déployaient sur les Champs Elysées de splendides cohortes d'hommes disciplinés et encadrés, exaltaient tout à la fois espoirs et craintes. D'autant que, comprenant qu'un mouvement d'anciens combattants, lancé dans l'action plus de douze ans après la fin de la guerre portait en soi les germes d'un échec inévitable si le succès n'était pas obtenu à bref délai, le Colonel de la Roque n'allait pas tarder à créer, pour assurer le renouvellement de ses troupes, l'association des « Volontaires Nationaux » ouverte aux générations d'après-guerre. Son succès fut alors des plus prometteurs. Et c'est parmi les « Volontaires Nationaux » que se constitua un état-major de jeunes « maréchaux » singulièrement brillants : Bertrand de Maud'huy, Claude Popelin, Robert Lousteau qui s'efforçaient d'apporter au mouvement ce qui manquait aux autres : des éléments de doctrine.

Tout naturellement leurs idées se rencontraient avec cel-

les qui, sous l'impulsion de Marcel Déat, de Montagnon et d'Adrien Marquet, encouragés autant que freinés par Renaudel, se développaient de jour en jour au sein du Parti Socialiste où une minorité de plus en plus ardente et consciente des espérances qu'elle éveillait, donnait à Léon Blum, avant de « l'épouvanter » des soucis forts réjouissants.

Paul Marion, dès cette époque, s'était fait l'agent de liaison infatigable de ces divers éléments.

Dans son optimisme il allait jusqu'à s'intéresser aux jeunes radicaux et à certains petits groupes plus riches d'idées et d'imagination que de troupes où il rencontrait Jean Luchaire, Bertrand de Jouvenel, Gaston Bergery, Pierre Andreu.

Dans le même temps un ancien socialiste, devenu un des plus jeunes ministres de l'après-guerre, Eugène Frot, député de Montargis, persuadé aussi vivement que Paul lui-même, de la nécessité de regrouper sur un nouveau plan les minorités les plus dynamiques des anciens partis — car si à gauche on découvrait la réalité du fait national et les bienfaits de l'ordre et de l'autorité, à droite et dans les ligues on apercevait l'importance du problème social et l'impérieuse nécessité de rendre effectivement aux ouvriers une patrie habitable si l'on voulait vraiment tenter un effort sérieux pour le salut de celle-ci.

Eugène Frot et Marion n'avaient eu aucune peine à se mettre d'accord et, à partir de l'année trente trois les contacts se multiplièrent.

L'avènement au pouvoir d'Adolf Hitler à la fin de janvier et le nouveau rythme de l'histoire qui en résultait, avaient effectivement apporté au cours de ces bonnes volontés encore confuses une singulière accélération.

Pour ma part, j'avais compris depuis le 30 janvier qu'il n'était plus possible d'assister aux événements en spectateur plus ou moins ironique. Au surplus j'avais eu des raisons d'ailleurs toutes personnelles, l'année précédente de tourner une curiosité très éveillée vers le mouvement National-Socialiste ; aujourd'hui ce qui m'apparaissait à l'évidence c'était le risque d'une guerre où nous avions tout à perdre et rien à gagner, si nous ne rétablissions pas une certaine égalité avec l'Allemagne par la voie d'un redressement dont la condition était évidemment un changement politique de caractère révolutionnaire.

Au printemps de 1933 un renversement qui allait se poursuivre et s'accentuer dans les années suivantes, se produisit au sein de tous les groupements politiques français. C'est ainsi que l'on vit les socialistes, puis les communistes eux-mêmes

et l'ensemble des partis de gauche, abandonner des positions pacifistes traditionnelles, par hostilité au nouveau régime de l'Allemagne. Toutefois, à l'intérieur de chacun d'eux, sans exception, des courants plus ou moins nets s'affirmaient en faveur de l'entente avec l'Allemagne.

De même à droite, les partisans d'un réglement des problèmes franco-allemands se faisaient plus nombreux, un instinct très sûr des conditions de sécurité de la patrie allait même conduire, quelques années plus tard, l'Action Française et Charles Maurras en personne, pourtant peu suspect de complaisance à l'égard de l'Allemagne, à se ranger dans le camp des défenseurs de la paix..

La décision d'un assez grand nombre de jeunes hommes, et j'étais de ceux-là, prêts à participer à l'action politique pour la première fois, s'expliquait par la conscience que nous avions prise de la nécessité de mener à bien une révolution nationale qui seule permettrait d'éviter une guerre et de conserver à la France une situation privilégiée parmi les peuples « possédants ».

Il s'agissait en d'autres termes de mettre fin à cette décadence française dont Pierre Drieu la Rochelle était parmi les porte-paroles de la nouvelle génération, à peu près le seul, à souligner les incidences tragiques sur la vie individuelle de chacun de nous.

S'il est bon que quelques esprits, aux époques de stabilité, considèrent avec un certain mépris et une juste méfiance, les hommes du pouvoir politique, cela ne l'est plus lorsque le désastre collectif menaçant risque d'entraîner témoins et acteurs confondus dans la catastrophe. Très exactement il n'y a plus de place possible pour les simples témoins. .

Paul Marion se réjouissait de cette prise de conscience qu'il avait également favorisée chez un jeune ingénieur d'esprit aventureux qui, après avoir participé aux expéditions Citroën en Afrique et en Asie, commençait à douter lui aussi de la solidité des positions particulières au dilettantisme individualiste. Car son plan se dessinait maintenant avec précision dans son esprit. Il fallait créer, au plus tôt, un mouvement auquel adhéreraient ensemble, les scissionnistes des anciens partis, tous les éléments disponibles des ligues, et des sans parti de tendance anarchiste que le voyageur explorateur des déserts et moi-même devions représenter. Après tout l'anarchie n'a que faire des masses... Les réunions de mise au point du programme avaient lieu dans une brasserie de la rue Grange-Batelière, dite Brasserie de l'Acacia.. Elles fu-

rent particulièrement nombreuses au cours de l'année 1933 et le plus souvent franchement encourageantes. Le gros des premières troupes de ce mouvement devait être fourni par l'éclatement du parti socialiste provoqué par le trio Deat, Marquet et Montagnon, Eugène Frot devant par ailleurs lui apporter le sérieux et l'autorité d'un jeune ministre de parfaite intégrité. Car Eugène Frot pouvait dire, en toute simplicité, que les quatre mille francs par mois que lui rapportait son cabinet d'avocat suffisaient aux besoins de sa famille. C'est lui qui avait fortement souligné le fait dont Paul Arrighi comprenait l'importance, que le siècle n'était plus des révolutions romantiques où le pouvoir s'effondrait devant quelques centaines de braillards, à la première flaque de sang. De petite taille, le visage encadré d'une courte barbe noire, les yeux foncés et le regard vif, Eugène Frot tranchait par la netteté de son allure, la rigueur de son raisonnement, d'ailleurs toujours nuancé, avec l'inconsistance et l'équivoque du personnel parlementaire.

Curieux des hommes plus encore que de leurs idées, je devais faire sa connaissance peu avant la dernière réunion constitutive du nouveau mouvement, alors qu'il était ministre de la Marine marchande, au cours de l'automne 1933. Les événements, il est vrai, allaient se précipiter. Cet entretien d'une heure m'inspira la plus grande confiance sur les chances de succès. Il approuva le sens de la déclaration que je devais faire à l'Acacia le jour venu, puisque, chacun selon son point de départ, devait faire une sorte de confession publique, en mettant l'accent sur la vérité découverte. C'est ainsi qu'il appartiendrait aux anciens marxistes de souligner l'importance de la patrie, aux hommes venus du nationalisme celle du problème social et au sans parti anarchisant que j'étais de reconnaître que l'individu a tout à gagner à mettre au premier rang le salut de la cité et à accepter pour y parvenir d'indispensables disciplines.

On sera peut être un peu tenté, aujourd'hui, de sourire de ces naïvetés et pourtant, lors des réunions préparatoires où, à seule fin de trouver les formules les plus frappantes, chacun s'efforçait de mettre au point une déclaration vraiment substantielle, les instants d'émotion vraie ne manquaient pas. Lorsque l'ingénieur des expéditions à chenillette évoquait la solidarité des hommes de l'équipe mise en œuvre pour vaincre les périls du désert et qu'il concluait : « nous étions alors une bande de frères et nous voulons le demeurer encore aujourd'hui pour nous sauver et nous élever » ce n'étaient pas d'im-

médiates acclamations de commande qui accueillaient ce propos, mais bien un silence profond d'acquiescement d'une tout autre portée.

Pourtant parmi les éléments de gauche que Marion avait réuni, notre confrère Sauger inquiétait assez vivement Romain Roussel, Paul Guitard et moi-même. Plusieurs fois déjà nous avions mis Marion en garde. « Tu vois bien qu'il est indécrottable », lui disait Guitard, lorsque Sauger avec obstination remettait en cause tout ce qui semblait acquis et qui l'était pour tous sauf pour lui.

Patient et tenace Paul assurait que le désaccord portait davantage sur le vocabulaire que sur le fond. Il est d'ailleurs possible que, soucieux encore d'éviter la qualification de fasciste qui lui semblait dangereuse pour le recrutement populaire attendu, il eut admis Sauger pour éviter précisément qu'on put formuler ce reproche. Au vrai, Sauger, rédacteur d'un journal radical, ne représentait rien de plus que nous-mêmes. Au moins jouions-nous correctement notre petite partie dans un ensemble. Peut-être Marion avait-il jugé bon qu'il y eut une fausse note dans le concert.

Ce qui est sûr, c'est que cette fausse note fut trop stridente et qu'elle provoqua, comme nous allons le voir, en décembre 1933 alors que les événements pressaient de plus en plus, l'échec d'un mouvement qui anéantit tout espoir d'un rassemblement immédiat qui aurait pu être vraiment irrésistible.

Car les Neo-Socialistes s'impatientaient. A demeurer plus longtemps au sein de la S.F.I.O. ils risquaient de rater leur départ. De plus, l'affaire dite des « Bons de Bayonne » prenait des proportions de scandale majeur et l'indignation croissait de jour en jour suscitant des manifestations de rue organisées tantôt par les « Croix de Feu », tantôt par « l'Action Française » et les abords de la Chambre, depuis le boulevard St-Germain, gardés par des sections de gardes mobiles en tenue de campagne, étaient le théâtre de vives échauffourées, de bagarres brutales sous les yeux d'un public qui ne ménageait pas ses encouragements aux manifestants. Le cri fameux de « A bas les voleurs » retentissait au passage des voitures de parlementaires. Henri Beraud a laissé de ces journées un récit de grand style dans les « Pavés Rouges ». Une presse nationale ardente et bien faite, entrainée par « le Jour » que Léon Bailby venait de lancer et « l'Action Française » où Léon Daudet n'avait jamais été plus efficacement déchainé, soutenait le mouvement et lui donnait une portée politique des

plus encourageantes en soulignant la nécessité d'une refonte révolutionnaire du régime.

Celui-ci montrait des signes évidents de faiblesse, son armature laissait paraître les parties pourries et craquait de partout. Les crises ministérielles se succédaient à un rythme accéléré. Et il n'était plus possible de projeter les actualités politiques dans les cinémas sans susciter de violentes bordées de sifflets ou de furieuses clameurs de mépris suivant qu'il s'agissait d'une salle de quartier populaire ou d'une salle de grandes premières.

D'instinct une sorte d'unanimité spontanée se créait, confondant dans une même colère communistes et royalistes, classes moyennes et ouvriers. Le fait capital de ces journées c'était l'adhésion du militant communiste qui débordait la direction du parti contrainte de suivre. On vivait une de ces époques de l'histoire, assez rares, où les institutions peuvent être remises en cause. L'espoir gonflait les cœurs. La situation s'avérait franchement révolutionnaire et le climat des plus favorables à ce redressement de la France sans lequel nous n'éviterions pas une guerre de toute façon désastreuse.

J'étais de ceux qui avaient compris qu'il s'agissait avant tout de gagner de vitesse cette guerre.

Et le nombre et la qualité des volontés convergentes justifiaient raisonnablement une grande espérance.

Le vaste rassemblement auquel Marion travaillait depuis bientôt deux ans pouvait être l'événement décisif qui permettrait d'organiser cette révolution nationale qui aurait pu recevoir le beau nom de révolution de l'honneur. Car c'est un fait qui n'a pas été souligné : ce peuple qui se dressait contre ses maîtres indignes ou incapables n'était animé d'aucun esprit de revendication personnelle. On ne réclamait pas même du travail et du pain, mais la restauration de l'honneur. Un réflexe sauveur secouait le corps de la France.. la fièvre montait certes, mais c'était une fièvre de saine réaction vitale, celle de l'organisme qui se défend naturellement contre toute agression infectieuse. Il était à coup sûr encore assez robuste pour triompher à condition qu'on l'y aidât.

Toutefois il ne fallait pas laisser passer le moment favorable et la question se posait de savoir si parmi tant de bonnes volontés il s'en trouverait une capable de rallier toutes les autres pour instituer le traitement nécessaire, ou si, du moins, elles pourraient s'accorder sur une opération d'urgence.

A plus de vingt ans de l'événement, lorsque celui-ci est devenu de l'histoire, les causes de l'échec apparaissent assez clai-

rement. La vague de fond populaire était trop forte pour les hommes qu'elle portait. Si bien que lorsqu'elle eût amené au pouvoir un sympathique brave homme, dont le surnom, dans les coulisses parlementaires exprime assez bien les insuffisances : « le cordial-médiocre », la partie était déjà jouée et perdue.

Nous n'en étions pas là en décembre 1933 et tout était possible..

Si je lis correctement aujourd'hui mon agenda de cette année 33, c'est le 21 décembre que j'avais eu un entretien avec Eugène Frot et c'est le 28 du même mois que devait se tenir la réunion décisive de l'Acacia. Paul m'avait demandé de reprendre contact avec Marcel Bucard qui, dernier en date parmi les fondateurs de ligues, venait de créer le Francisme. Je l'avais vu dans un vaste appartement de la rue de Cerisoles transformé en corps de garde, où s'agitaient des jeunes gens et des hommes en chemises bleues, galonnés d'argent, sanglés, bottés, porte révolver en buffleterie luisante au côté, tandis que des plantons, à tout hasard, utilisaient d'énormes brownings comme presse-papier... Marcel Bucard naturellement était lui-aussi décidé à tenter sa chance et j'étais revenu très persuadé qu'il ne se rallierait à un rassemblement que si la force de celui-ci apparaissait vraiment irrésistible. Illusionniste, mais bon entraîneur d'hommes, Marcel Bucard assimilait très vite les notions nouvelles et il palliait ainsi une ignorance politique encore presque totale. Son aptitude à deviner un interlocuteur était remarquable et comme il était par ailleurs orateur très chaleureux et, bien sûr, d'un courage physique qu'attestait un des plus longs rubans de citations obtenues par un officier d'infanterie, il pouvait jouer avec autant de chances que tout autre.

La tentative de l'Acacia l'intéressait pourtant et je le tenais au courant des développements qu'elle allait prendre.. Sa vue perspective de l'avenir me semblait assez juste. Le rassemblement final se fera de soi-même, c'est le succès qui décidera. On vole toujours au secours de la victoire et c'est très bien ainsi.

Ses ressources financières étaient alors assez mesurées : quelques subventions d'industriels et c'est seulement au printemps suivant, après son entrevue avec Mussolini que celui-ci mit à sa disposition des subsides un peu plus substantiels.

Le Colonel de la Roque, qui groupait les effectifs de loin les plus nombreux, gardait une réserve soupçonneuse. A son avis, dont Paul Marion était informé par ses agents de liai-

son il y avait un peu trop d'anciens communistes parmi les promoteurs du mouvement. Il aimait à répéter : « Les convertis seront admis à la procession, ils ne porteront pas la bannière ». Il l'opposerait encore, cette sagesse des nations, un peu plus tard à Doriot, lorsque celui-ci le presserait de participer au Front de la Liberté.

Il n'était pas non plus sans méfiance envers les néo-socialistes et son succès manifestement le dépassait. C'était incontestablement parmi les « Jeunesses Patriotes » de Taittinger qu'on pouvait rencontrer le plus de compréhension, Taittinger lui-même n'ayant rien à perdre, bien au contraire, à la création d'un mouvement où il apporterait une expérience politique qui, d'emblée le placerait en bon rang dans le nouvel Etat-Major..

Et le 28 décembre arriva. La grande arrière-salle de la brasserie de l'Acacia sévèrement réservée était comble bien avant l'heure prévue. C'étaient les néo-socialistes qui avaient envoyé le plus grand nombre d'observateurs, fort qualifiés, et toutes les tendances — comment un mouvement issu d'un parti socialiste n'aurait-il pas comporté des « tendances » ? — s'y rencontraient.

Robert Bobin représentant de Renaudel, me dit, mi-goguenard, mi-sérieux, en m'apercevant : « Déjà des fascistes.... ». C'était Adrien Marquet en personne qui allait assumer la responsabilité de la décision.

Devant les chopes et dans une tabagie convenable le scénario prévu commença à se dérouler.

Adrien Marquet, silencieux et un peu distant à son ordinaire, écoutait visiblement intéressé, car les déclarations brèves, denses et bien construites sonnaient justes. Tout allait pour le mieux et l'éventail qui se déployait ne laissait pas d'être remarquable par sa diversité, autant que par sa qualité, j'en juge, je le crois, sereinement aujourd'hui.

Il n'est pas douteux que cet ensemble de jeunes hommes, si différents des jeunes socialistes que Marquet connaissait, devait retenir son attention. Toutefois était-il vraiment favorable à cette fusion dont le côté aventureux n'était pas niable ? Je me le suis depuis souvent demandé. Car si les déclarations détonnantes de Sauger justifiaient l'exclusion de ce trouble-fête, elles n'avaient pas tant d'importance qu'elles dussent faire ajourner la formation du rassemblement lui-même.

Enfin ce fut au tour de Sauger. Et dès les premiers mots la consternation nous saisit tous.. Car le plus remarquable c'est

que Sauger était strictement seul. Tout le jargon démocrassouillard fortement teinté de marxisme se retrouvait dans sa harangue qui était une sorte de mise en demeure brutale et quasiment provocatrice, de répudier tout ce qui faisait l'originalité du mouvement.

Les murmures, puis bientôt les exlamations de désappointement s'élevèrent et Sauger reprit sa place dans une rumeur de réprobation, sans recueillir le moindre encouragement.

Mais déjà Adrien Marquet s'était levé. Sa voix chaude, mais qu'il fit sèche et tranchante tombait sur la réunion telle une condamnation sans appel.

— Messieurs, dit-il, je vois parmi vous des bonnes volontés appréciables. Toutefois elles ne sont pas encore suffisamment coordonnées pour que nous puissions envisager un travail en commun. Je propose donc de nous revoir lorsque vous vous serez mis d'accord entre vous ».

La dispersion se fit dans un brouhaha de commentaires désappointés et Paul s'éclipsa pour échapper aux reproches que nous étions nombreux à lui vouloir faire.

Le parti néo-socialiste se constitua, réduit à ses seuls éléments dissidents du Parti socialiste. L'éclatement des ligues au profit d'un mouvement d'unanimité nationale qui eut peut être changé l'aspect de la conjoncture politique, échoua à la veille d'événements de première importance.

La mort suspecte de Stawisky, la volonté sinon d'étouffer, du moins de réduire l'affaire aux dimensions d'un gros fait-divers, une justice inspirée par des gouvernements visiblement débordés, portaient la colère et la fièvre populaires à leur plus haut degré.

La rue était vraiment soulevée et non seulement on ne pouvait prévoir un retour au calme, mais désormais tout acte officiel redoublait la méfiance et le soupçon.

— Essayons de travailler comme nous le pouvons d'une manière convergente, conseilla Marion à son petit groupe de fidèles. Surtout gardons le contact, une occasion a été manquée, d'autres se retrouveront. L'essentiel c'est que chacun prenne le maximum de responsabilités dans le mouvement où il entrera, suivant ses affinités.

J'apportai mon adhésion à Bucard, tandis que Claude Jeantet rejoignait les Volontaires Nationaux, et ainsi de chacun de nous.

J.-M. AIMOT.

Le Gérant : Jacques POILLOT.
Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 633. Dépôt légal : 3e trimestre 1956.

as-
sa
et
ri-

n-
ur

le,
lle

és
nt
en
us

es
ne

é-
es
nt
la

r,
i-
it
r

ne
te

ne
e
i-
n
û

e
-

-

s.